

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

1713 Bedford Row

Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)

B3J 1T3

Nova Scotia

Bid Fax: (902) 496-5016

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Atlantic Region Acquisitions/Région de l'Atlantique
Acquisitions
1713 Bedford Row
Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)
B3J 3C9
Nova Scot

Title - Sujet Concrete Work, Restoration, Epoxy	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6837-175206/A	Date 2016-11-08
Client Reference No. - N° de référence du client W6837-17-5206	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$HAL-321-9976
File No. - N° de dossier HAL-6-77088 (321)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-12-20	Time Zone Fuseau horaire Atlantic Standard Time AST
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Baurin, Bruno	Buyer Id - Id de l'acheteur hal321
Telephone No. - N° de téléphone (902)496-5345 ()	FAX No. - N° de FAX (902)496-5016
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE SEE HEREIN HALIFAX NOVA SCOTIA B3K5X5 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE.....	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
1.4 COMPTE RENDU	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	4
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	4
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	6
2.5 LOIS APPLICABLES	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	8
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	8
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION.....	10
PARTIE 5 – ATTESTATIONS	10
5 ATTESTATIONS OBLIGATOIRES PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES	10
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, ET D'ASSURANCES	11
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	11
6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	11
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	12
7.1 OFFRE.....	12
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	12
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	12
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES.....	13
7.5 RESPONSABLES	13
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	14
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	14
7.8 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES.....	14
7.9 INSTRUMENT DE COMMANDE	14
7.10 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	14
7.11 LIMITATION FINANCIÈRE	15
7.12 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	15
7.13 ATTESTATIONS.....	15
7.14 LOIS APPLICABLES	15
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	15
7.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	16
7.2.1 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	16
7.3 DURÉE DU CONTRAT	16
7.4 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	16
7.5 PAIEMENT	16
7.6 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION	17
7.7 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	17
7.8 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	18
ANNEXE "A"	21

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ÉNONCÉ DES TRAVAUX	21
ANNEXE "B"	22
BASE DE PAIEMENT	22
ANNEXE "C"	35
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	35
ANNEXE "D"	35
EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	35
ANNEXE "E"	39
UTILISATION DES FONDS	39
ANNEXE "F"	40
CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS - DOCUMENTATION CONNEXE	40

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
Partie 3	Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et
Partie 7	7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent : 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, les Exigences en matière d'assurance, le Formulaire portant sur l'utilisation des fonds, le Code de conduite et attestations – documentation connexe.

1.2 Sommaire

Le ministère de la Défense nationale (MDN) recherche un entrepreneur qui doit fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les outils et l'équipement, ainsi qu'assurer le transport, nécessaires pour réaliser divers travaux de béton, travaux de remise en état du béton et travaux d'injection sur des surfaces extérieures et intérieures en béton et en maçonnerie de bâtiments et de terrains, à divers emplacements dans la base des Forces canadiennes (BFC) Halifax, en Nouvelle-Écosse, sur demande, conformément à l'annexe A - Énoncé de travail - No de dossier W6837-17-5206.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord relatif aux marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (OMC AMP), de l'Accord de libre échange nord américain (ALENA), de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) et des accords de libre échange Canada Pérou et Canada Colombie.

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2016-04-04) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 90 jours

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R.C. 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« formule de réduction des honoraires » signifie la formule appliquée à l'établissement des honoraires maximaux payables pendant la période de réduction des honoraires d'un an, lorsque l'offrant retenu est un ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#).

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#). Un contrat visant la prestation des services d'un ancien fonctionnaire qui est retraité depuis moins d'un an et qui

touche une pension, tel que défini ci-dessus, est assujéti à la formule de réduction des honoraires, en vertu de la Politique du Conseil du Trésor.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Nouvelle-Écosse et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (une copie papier)

Section II : offre financière (une copie papier)

Section III: attestations (une copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

1.1.1 Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes. L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit. L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

POUR ÊTRE JUGÉE CONFORME, UNE SOUMISSION DOIT SATISFAIRE À TOUTES LES EXIGENCES OBLIGATOIRES INDIQUÉES CI-DESSOUS. LES SOUMISSIONS QUI NE SATISFONT PAS À TOUTES LES EXIGENCES OBLIGATOIRES CI-DESSOUS SERONT JUGÉES NON RECEVABLES ET SERONT REJETÉES.

Exigence OBLIGATOIRE à la date de clôture de la demande de soumissions

Les offrants doivent posséder au moins cinq (5) ans d'expérience pertinente dans la prestation de divers travaux de béton, travaux de remise en état du béton et travaux d'injection. Les soumissionnaires DOIVENT inscrire dans les tableaux suivants trois (3) projets/contrats majeurs (un pour chaque projet).

PROJET/CONTRAT N° 1	
Nom de l'organisation ou de l'entreprise cliente Nom: _____	
Nom et titre de la personne-ressource du client	Nom: _____ Titre: _____
Numéros de téléphone et de télécopieur de la personne-ressource du client	Téléphone: _____ Télécopieur: _____
Date de début du projet ou du contrat	Mois _____ Année _____
Date d'achèvement du projet ou du contrat	Mois _____ Année _____

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Brève description du projet ou du contrat: 	
PROJET/CONTRAT N° 2	
Nom de l'organisation ou de l'entreprise cliente Nom: _____	
Nom et titre de la personne-ressource du client	Nom et titre de la personne-ressource du client
Numéros de téléphone et de télécopieur de la personne-ressource du client	Numéros de téléphone et de télécopieur de la personne-ressource du client
Date de début du projet ou du contrat	Date de début du projet ou du contrat
Date d'achèvement du projet ou du contrat	Date d'achèvement du projet ou du contrat
Brève description du projet ou du contrat: 	
PROJET/CONTRAT N° 3	
Nom de l'organisation ou de l'entreprise cliente Nom: _____	
Nom et titre de la personne-ressource du client	Nom: _____ Titre: _____
Numéros de téléphone et de télécopieur de la personne-ressource du client	Téléphone: _____ Télécopieur: _____
Date de début du projet ou du contrat	Mois _____ Année _____
Date d'achèvement du projet ou du contrat	Mois _____ Année _____
Brève description du projet ou du contrat: 	

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

4.2 Méthode de sélection

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5 Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes

5.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - offre des instructions uniformisées 2006. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.1 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848) (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure

dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.2 Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné. Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émise par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les sept (7) jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de remplir cette condition pourra avoir pour conséquence que la soumission sera jugée non recevable.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

6.2 Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe D si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera

l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le PSI) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN: DOSSIER TPSGC N° : W6837-17-5206

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de **vérification d'organisation désignée** (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent **TOUS** détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE DOIVENT PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a. de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - b. du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

2005 (2016-04-04), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « E ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les « trimestres » au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les quatorze (14) jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 25 Décembre 2016 au 24 Décembre 2017.

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'offre à commandes est autorisée pour une utilisation au-delà de la période initiale, l'offrant propose de prolonger son offre pour deux **(2) périodes d'option de 12 mois** supplémentaires, aux mêmes conditions ainsi qu'aux mêmes taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux prix ou taux calculés selon la formule figurant dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision du responsable de l'offre à commandes d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée trente (30) jours avant la date d'expiration de l'offre. Le responsable de l'offre à commandes publiera une révision de l'offre.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Bruno Baurin
Titre : Agent d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
1713 Bedford Row, Halifax (N.-É.) B3J 1T3
Téléphone : 902-496-5345
Télécopieur : 902-496-5016

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Courriel : Bruno.baurin@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant (doit être rempli par l'offrant)

Nom :
Téléphone :
Cellulaire :
Télécopieur :
Courriel :

7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : Génie construction de la formation (Atlantique) ou un mandataire.

7.8 Procédures pour les commandes

L'utilisateur désigné fournira un énoncé des travaux à l'offrant, qui devra fournir à l'utilisateur désigné une estimation du coût des travaux particuliers, établie conformément aux dispositions relatives aux prix de l'offre à commandes. L'offrant ne devra entreprendre aucun des travaux particuliers tant qu'une commande subséquente n'aura pas été émise par l'utilisateur désigné. Les coûts estimatifs prévus dans la commande subséquente ne pourront être dépassés sans l'autorisation écrite préalable de l'utilisateur désigné.

7.9 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire *PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes*.

7.10 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 60,000.00\$ (taxes applicables incluses).

7.11 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de **200,000.00 \$**, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

7.12 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2016-04-04), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) (Labour Conditions-2004-12-10- LAB-180) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.
- e) les conditions générales (2010C-2016-04-04-services complexité moyenne);
- f) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- g) l'Annexe « B », Base de paiement;
- h) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- i) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance;
- j) l'Annexe « E », Formulaire portant sur l'utilisation des fonds
- k) l'Annexe « F », Code de conduite et attestations - documentation connexe
- l) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*)

7.13 Attestations

7.13.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.14 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Nouvelle-Écosse et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2.1 Clauses et conditions uniformisées

7.2.2 Conditions générales

2010C (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article (13), Intérêt sur les comptes en souffrance, de (2010C- 2016-04-04-services complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

7.2.3 Conditions générales supplémentaires

(Labour Conditions-2004-12-10- LAB-180) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix unitaires fermes précisés à l'Annexe B. Les droits de douane sont exclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception ou ces modifications ou interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.5.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2011-05-16), Limite de prix

7.5.3 Paiement unique

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008-05-12), Paiement unique

7.5.4 Clauses du *Guide des CCUA*

T1204 - demande directe du ministère client (2007-11-30) A9117C

7.5.5 Paiement par carte de credit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

7.6 Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit présenter les factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux mentionnés sur la facture soient complétés :

a) L'original et deux (2) copies de la facture doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement au plus tard sept jours après la fin du service.

Génie construction de la formation
Forces maritimes de l'Atlantique
C.P. 99000, succ. Forces
Willow Park, bâtiment n° 7
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3K 5X5

Chaque facture doit être accompagnée des documents suivants :

- a. Numéro du contrat;
- b. Commande de travail/numéro de série;
- c. Numéro et lieu du bâtiment;
- d. Dates d'exécution du travail;
- e. Description détaillée du travail exécuté, avec liste détaillée des matériaux et des tâches (inclure également une copie de la facture du fournisseur de matériaux donnée à l'entrepreneur, plus tout autre coût facturé), travaux, coûts indirects, profit et taxes applicables à inclure séparément sur la facture;
- f. Les frais de main d'oeuvre doivent être ventilés par corps de métier et corps de métier du second-oeuvre. Les feuilles de temps devront également être présentées sur demande;
- g. Copie des feuilles de temps à l'appui du temps facturé.

7.7 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D .

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection. L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante,

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.8 *Clauses du Guide des CCUA*

Estimation de coût	M3800C
Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes	A9062C
Inspection et acceptation	D5328C
Indemnisation des accidents du travail	A0285C
Contrôle du temps	C0711C

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

(Voir pièces jointes)

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Tous les coûts associés au transport à destination et en provenance des lieux de travail dans la Municipalité régionale d'Halifax DOIVENT être inclus dans les PRIX UNITAIRES à la colonne 5, à l'exception des articles des lignes 20 et 21 ci-dessous.

ANNÉE 1: 25 DÉCEMBRE 2016 au 24 DÉCEMBRE 2017.

Col.1	Colonne 2 Article	Colonne 3 Unité de mesure	Colonne 4 Quantité estimée	Colonne 5 Prix unitaire	Colonne 6 Prix total (Col. 4 x Col. 5)
1	Enlèvement et élimination des trottoirs en béton ainsi que du gazon ou de l'asphalte environnant et de 150 mm de la base, du remblai ou des débris existants (au taux d'élimination approuvé). 1. 0 à 100 mm d'épaisseur 2. 101 à 200 mm d'épaisseur	m ² m ²	200 100	_____\$ _____\$	_____\$ _____\$
2	Enlèvement et élimination de dalles de béton sur le sol, y compris l'armature ainsi que le gazon ou l'asphalte environnant et 150 mm de la base, du remblai ou des débris existants (dans une aire de dépôt approuvée). 1. 0 à 100 mm d'épaisseur 2. 101 à 200 mm d'épaisseur	m ² m ²	150 150	_____\$ _____\$	_____\$ _____\$
3	Enlèvement et élimination des bordures de trottoir et des caniveaux (dans une aire de dépôt approuvée). 1. 150 mm à 300 mm 2. 301 mm à 500 mm	m. lin. m. lin.	200 200	_____\$ _____\$	_____\$ _____\$
4	Enlèvement et élimination des matériaux afin de faciliter les nouveaux travaux de bétonnage (dans une aire de dépôt approuvée). 1. gazon 2. asphalte 3. terre (jusqu'à 15 cm)	m ² m ² m ²	200 100 200	_____\$ _____\$ _____\$	_____\$ _____\$ _____\$
5	Coupe du pavé à la scie afin de faciliter les nouveaux travaux de bétonnage.				

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	1. asphalte (0 à 100 mm) 2. béton (0 à 100 mm) 3. béton (101 à 200 mm) 4. béton (201 à 300 mm)	m. lin. m. lin. m. lin. m. lin.	100 200 50 50	<u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$	<u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$
6	Remplissage d'une nouvelle couche de gravier tassé de 150 mm d'épaisseur pour les dalles et les trottoirs. 1. matériau de type 1 2. matériau de type 2	 m ² m ²	 600 300	 <u> </u> \$ <u> </u> \$	 <u> </u> \$ <u> </u> \$
7	Construction d'un nouveau trottoir ou d'une nouvelle dalle en béton sur le sol, y compris les finitions, la cure du béton, les joints de retrait, les joints de dilatation et l'enduit d'imprégnation. 1. 0 à 100 mm 2. 101 à 200 mm 3. filet métallique 4. barre d'armature	 m ² m ² m ² kg	 400 300 400 4000	 <u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$	 <u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$
8	Pose des nouveaux caniveaux et bordures de trottoir en béton, y compris les finitions, la cure du béton, les joints de retrait et l'enduit d'imprégnation. 1. bordure de trottoir et caniveau 2. bordure de trottoir	 m. lin m. lin	 200 100	 <u> </u> \$ <u> </u> \$	 <u> </u> \$ <u> </u> \$
9	Pose d'une couche additionnelle de gravier tassé. 1. matériau de type 1 2. matériau de type 2	 m ³ m ³	 50 50	 <u> </u> \$ <u> </u> \$	 <u> </u> \$ <u> </u> \$
10	Fourniture et installation du matériel de remise en état du site. 1. gazon, y compris la pose et un arrosage 2. asphalte (2,5 po), posé conformément aux spécifications 3. terre végétale (au moins 100 mm), y compris le ratissage et le roulement	 m ² m ² m ²	 200 50 200	 <u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$	 <u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

11	Éprouvette d'essai du béton et béton prêt pour l'essai 1. Éprouvette	Éprouvette	10	_____ \$	_____ \$
12	Main-d'oeuvre nécessaire pour le travail additionnel aux travaux décrits ci-dessus (réparations mineures des solins, appuis en pierre, calfeutrage, crépissage, épidermes, joints de dilatation, joints de retrait, ancrage, goujonnage, jet d'eau et sablage, écornure et carottage). Main-d'oeuvre pour les heures réelles effectuées exclusivement pour le travail. 1. finisseur de ciment/béton et outils 2. aide/ouvrier	 h h	 200 300	 _____ \$ _____ \$	 _____ \$ _____ \$
13	Enlèvement et élimination du béton détérioré. 1. 0 à 20 mm d'épaisseur 2. 21 à 75 mm d'épaisseur	 m² m²	 100 60	 _____ \$ _____ \$	 _____ \$ _____ \$
14	Coupe du béton à la scie. 1. béton de 0 à 100 mm d'épaisseur 2. béton de 101 à 200 mm d'épaisseur 3. béton de 201 à 300 mm d'épaisseur	 m. lin. m. lin. m. lin.	 60 30 30	 _____ \$ _____ \$ _____ \$	 _____ \$ _____ \$ _____ \$
15	Injection de béton, y compris la préparation et la pose. 1. 150 mm à 300 mm 2. 301 mm à 500 mm	 m. lin. m. lin.	 800 400	 _____ \$ _____ \$	 _____ \$ _____ \$
16	Reprofilage, y compris le nettoyage, la préparation, la charpente, etc. 1. couche d'enrobé de mortier d'une épaisseur de 0 à 20 mm 2. réparation, épaisseur de 21 à 50 mm	 m² m² m²	 40 40 40	 _____ \$ _____ \$ _____ \$	 _____ \$ _____ \$ _____ \$

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	3. réparation, épaisseur de 51 à 100 mm				
17	Application sur la surface.				
	1. liant	m ²	60	_____ \$	_____ \$
	2. enduit d'imprégnation	m ²	90	_____ \$	_____ \$
18	Main-d'oeuvre additionnelle nécessaire pour les travaux décrits ci-dessus (heures réelles ou productives effectuées exclusivement pour le travail).				
	1. personne de métier du béton et outils	h	900	_____ \$	_____ \$
	2. aide/ouvrier	h	300	_____ \$	_____ \$
	3. travaux dans des espaces clos	h	200	_____ \$	_____ \$
19	Échafaudage (l'entrepreneur fournira des ensembles complets de charpentes temporaires). Le coût de la main-d'œuvre nécessaire au transport, à l'érection et au démantèlement de la passerelle en acier et de l'échafaudage volant doit être compris dans le prix :				
	1. échafaudage volant (par jour)	Jours	50	_____ \$	_____ \$
	2. échafaudage volant (par semaine)	Semaines	1	_____ \$	_____ \$
	3. plate-forme de travail (par jour)	Jours	70	_____ \$	_____ \$
	4. plate-forme de travail (par semaine)	Semaines	1	_____ \$	_____ \$

Première heure de l'appel de service : Comprend le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes et une heure-personne de travail productif sur les lieux de travail, comme Mill Cove, la SRN Newport et le manège militaire de Windsor). Durant les heures normales : de 7 h 30 à 16 h.

20	1. personne de métier du béton et outils	h	1	_____ \$	_____ \$
	2. aide/ouvrier	h	1	_____ \$	_____ \$
	3. travaux dans des espaces clos	h	1	_____ \$	_____ \$

Heures subséquentes (frais de main-d'oeuvre seulement, en plus des éléments susmentionnés)

21	1. personne de métier du béton et outils	h	900	_____ \$	_____ \$
	2. aide/ouvrier	h	300	_____ \$	_____ \$
	3. travaux dans des espaces clos	h	200	_____ \$	_____ \$

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

--	--	--	--	--	--

Total de l'année 1: _____ \$

Remarque :

1. L'ensemble de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement ainsi que le transport qui sont nécessaires pour les travaux de remise en état du béton doivent être mesurés en fonction des unités indiquées ci-dessus.
2. Aucun paiement ne sera effectué pour les pertes, les dommages ou les profits escomptés découlant de la différence entre la quantité estimée et les travaux exécutés.
3. Les paiements sont basés sur les travaux exécutés. Toutes les quantités doivent être vérifiées et approuvées par l'autorité responsable du site avant le paiement.
4. Les quantités de travail doivent être convenues entre l'entrepreneur et le représentant du Ministère avant le début des travaux.

Matériaux et pièces de rechange au prix coûtant plus une marge bénéficiaire de 10 %; les documents justificatifs doivent être présentés (p. ex. facture ou reçus).

REMARQUE : La quantité estimée de chaque article indiquée dans la colonne quatre (4) est une estimation des services requis uniquement au fur et à mesure des besoins. On ne peut conclure de la quantité indiquée pour chaque article qu'elle sera entièrement utilisée ou qu'elle ne peut être dépassée.

Total de l'année 1= _____ \$

Tous les coûts associés au transport à destination et en provenance des lieux de travail dans la Municipalité régionale d'Halifax DOIVENT être inclus dans les PRIX UNITAIRES à la colonne 5, à l'exception des articles des lignes 20 et 21 ci-dessous.

Année d'option 1: 25 DÉCEMBRE 2017 au 24 DÉCEMBRE 2018.

Col.1	Colonne 2 Article	Colonne 3 Unité de mesure	Colonne 4 Quantité estimée	Colonne 5 Prix unitaire	Colonne 6 Prix total (Col. 4 x Col. 5)
1	Enlèvement et élimination des trottoirs en béton ainsi que du gazon ou de l'asphalte environnant et de 150 mm de la base, du remblai ou des débris existants (au taux d'élimination approuvé). 1. 0 à 100 mm d'épaisseur 2. 101 à 200 mm d'épaisseur	 m ² m ²	 200 100	 \$ \$	 \$ \$
2	Enlèvement et élimination de dalles de béton sur le sol, y compris l'armature				

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	ainsi que le gazon ou l'asphalte environnant et 150 mm de la base, du remblai ou des débris existants (dans une aire de dépôt approuvée). 1. 0 à 100 mm d'épaisseur 2. 101 à 200 mm d'épaisseur	m ² m ²	150 150	<u> </u> \$ <u> </u> \$	<u> </u> \$ <u> </u> \$
3	Enlèvement et élimination des bordures de trottoir et des caniveaux (dans une aire de dépôt approuvée). 1. 150 mm à 300 mm 2. 301 mm à 500 mm	m. lin. m. lin.	200 200	<u> </u> \$ <u> </u> \$	<u> </u> \$ <u> </u> \$
4	Enlèvement et élimination des matériaux afin de faciliter les nouveaux travaux de bétonnage (dans une aire de dépôt approuvée). 1. gazon 2. asphalte 3. terre (jusqu'à 15 cm)	m ² m ² m ²	200 100 200	<u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$	<u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$
5	Coupe du pavé à la scie afin de faciliter les nouveaux travaux de bétonnage. 1. asphalte (0 à 100 mm) 2. béton (0 à 100 mm) 3. béton (101 à 200 mm) 4. béton (201 à 300 mm)	m. lin. m. lin. m. lin. m. lin.	100 200 50 50	<u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$	<u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$
6	Remplissage d'une nouvelle couche de gravier tassé de 150 mm d'épaisseur pour les dalles et les trottoirs. 1. matériau de type 1 2. matériau de type 2	m ² m ²	600 300	<u> </u> \$ <u> </u> \$	<u> </u> \$ <u> </u> \$
7	Construction d'un nouveau trottoir ou d'une nouvelle dalle en béton sur le sol, y compris les finitions, la cure du béton, les joints de retrait, les joints de dilatation et l'enduit d'imprégnation. 1. 0 à 100 mm 2. 101 à 200 mm 3. filet métallique 4. barre d'armature	m ² m ² m ² kg	400 300 400 4000	<u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$	<u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$ <u> </u> \$

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

8	Pose des nouveaux caniveaux et bordures de trottoir en béton, y compris les finitions, la cure du béton, les joints de retrait et l'enduit d'imprégnation. 1. bordure de trottoir et caniveau 2. bordure de trottoir	m. lin m. lin	200 100	_____\$ _____\$	_____\$ _____\$
9	Pose d'une couche additionnelle de gravier tassé. 1. matériau de type 1 2. matériau de type 2	m ³ m ³	50 50	_____\$ _____\$	_____\$ _____\$
10	Fourniture et installation du matériel de remise en état du site. 1. gazon, y compris la pose et un arrosage 2. asphalte (2,5 po), posé conformément aux spécifications 3. terre végétale (au moins 100 mm), y compris le ratissage et le roulement	m ² m ² m ²	200 50 200	_____\$ _____\$ _____\$	_____\$ _____\$ _____\$
11	Éprouvette d'essai du béton et béton prêt pour l'essai 1. Éprouvette	Éprouvette	10	_____\$	_____\$
12	Main-d'oeuvre nécessaire pour le travail additionnel aux travaux décrits ci-dessus (réparations mineures des solins, appuis en pierre, calfeutrage, crépissage, épidermes, joints de dilatation, joints de retrait, ancrage, goujonnage, jet d'eau et sablage, écornure et carottage). Main-d'oeuvre pour les heures réelles effectuées exclusivement pour le travail. 1. finisseur de ciment/béton et outils 2. aide/ouvrier	h h	200 300	_____\$ _____\$	_____\$ _____\$
13	Enlèvement et élimination du béton détérioré.				

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	1. 0 à 20 mm d'épaisseur	m ²	100	_____ \$	_____ \$
	2. 21 à 75 mm d'épaisseur	m ²	60	_____ \$	_____ \$
14	Coupe du béton à la scie.				
	1. béton de 0 à 100 mm d'épaisseur	m. lin.	60	_____ \$	_____ \$
	2. béton de 101 à 200 mm d'épaisseur	m. lin.	30	_____ \$	_____ \$
	3. béton de 201 à 300 mm d'épaisseur	m. lin.	30	_____ \$	_____ \$
15	Injection de béton, y compris la préparation et la pose.				
	1. 150 mm à 300 mm	m. lin.	800	_____ \$	_____ \$
	2. 301 mm à 500 mm	m. lin.	400	_____ \$	_____ \$
16	Reprofilage, y compris le nettoyage, la préparation, la charpente, etc.				
	1. couche d'enrobé de mortier d'une épaisseur de 0 à 20 mm	m ²	40	_____ \$	_____ \$
	2. réparation, épaisseur de 21 à 50 mm	m ²	40	_____ \$	_____ \$
	3. réparation, épaisseur de 51 à 100 mm	m ²	40	_____ \$	_____ \$
17	Application sur la surface.				
	1. liant	m ²	60	_____ \$	_____ \$
	2. enduit d'imprégnation	m ²	90	_____ \$	_____ \$
18	Main-d'oeuvre additionnelle nécessaire pour les travaux décrits ci-dessus (heures réelles ou productives effectuées exclusivement pour le travail).				
	1. personne de métier du béton et outils	h	900	_____ \$	_____ \$
	2. aide/ouvrier	h	300	_____ \$	_____ \$
	3. travaux dans des espaces clos	h	200	_____ \$	_____ \$
19	Échafaudage (l'entrepreneur fournira des ensembles complets de charpentes temporaires). Le coût de la main-d'œuvre nécessaire au transport,				

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	à l'érection et au démantèlement de la passerelle en acier et de l'échafaudage volant doit être compris dans le prix :				
	1. échafaudage volant (par jour)	Jours	50	_____ \$	_____ \$
	2. échafaudage volant (par semaine)	Semaines	1	_____ \$	_____ \$
	3. plate-forme de travail (par jour)	Jours	70	_____ \$	_____ \$
	4. plate-forme de travail (par semaine)	Semaines	1	_____ \$	_____ \$

Première heure de l'appel de service : Comprend le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes et une heure-personne de travail productif sur les lieux de travail, comme Mill Cove, la SRN Newport et le manège militaire de Windsor). Durant les heures normales : de 7 h 30 à 16 h.

20	1. personne de métier du béton et outils	h	1	_____ \$	_____ \$
	2. aide/ouvrier	h	1	_____ \$	_____ \$
	3. travaux dans des espaces clos	h	1	_____ \$	_____ \$

Heures subséquentes (frais de main-d'oeuvre seulement, en plus des éléments susmentionnés)

21	1. personne de métier du béton et outils	h	900	_____ \$	_____ \$
	2. aide/ouvrier	h	300	_____ \$	_____ \$
	3. travaux dans des espaces clos	h	200	_____ \$	_____ \$

Total de l'année d'option 1: _____ \$

Remarque :

1. L'ensemble de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement ainsi que le transport qui sont nécessaires pour les travaux de remise en état du béton doivent être mesurés en fonction des unités indiquées ci-dessus.
2. Aucun paiement ne sera effectué pour les pertes, les dommages ou les profits escomptés découlant de la différence entre la quantité estimée et les travaux exécutés.
3. Les paiements sont basés sur les travaux exécutés. Toutes les quantités doivent être vérifiées et approuvées par l'autorité responsable du site avant le paiement.
4. Les quantités de travail doivent être convenues entre l'entrepreneur et le représentant du Ministère avant le début des travaux.

Matériaux et pièces de rechange au prix coûtant plus une marge bénéficiaire de 10 %; les documents justificatifs doivent être présentés (p. ex. facture ou reçus).

REMARQUE : La quantité estimée de chaque article indiquée dans la colonne quatre (4) est une estimation des services requis uniquement au fur et à mesure des besoins. On ne peut conclure de la quantité indiquée pour chaque article qu'elle sera entièrement utilisée ou qu'elle ne peut être dépassée.

Total de l'année d'option 1= _____ \$

Tous les coûts associés au transport à destination et en provenance des lieux de travail dans la Municipalité régionale d'Halifax DOIVENT être inclus dans les PRIX UNITAIRES à la colonne 5, à l'exception des articles des lignes 20 et 21 ci-dessous.

Année d'option 2: 25 DÉCEMBRE 2018 au 24 DÉCEMBRE 2019.

Col.1	Colonne 2 Article	Colonne 3 Unité de mesure	Colonne 4 Quantité estimée	Colonne 5 Prix unitaire	Colonne 6 Prix total (Col. 4 x Col. 5)
1	Enlèvement et élimination des trottoirs en béton ainsi que du gazon ou de l'asphalte environnant et de 150 mm de la base, du remblai ou des débris existants (au taux d'élimination approuvé). 1. 0 à 100 mm d'épaisseur 2. 101 à 200 mm d'épaisseur	m ² m ²	200 100	_____\$ _____\$	_____\$ _____\$
2	Enlèvement et élimination de dalles de béton sur le sol, y compris l'armature ainsi que le gazon ou l'asphalte environnant et 150 mm de la base, du remblai ou des débris existants (dans une aire de dépôt approuvée). 1. 0 à 100 mm d'épaisseur 2. 101 à 200 mm d'épaisseur	m ² m ²	150 150	_____\$ _____\$	_____\$ _____\$
3	Enlèvement et élimination des bordures de trottoir et des caniveaux (dans une aire de dépôt approuvée). 1. 150 mm à 300 mm 2. 301 mm à 500 mm	m. lin. m. lin.	200 200	_____\$ _____\$	_____\$ _____\$
4	Enlèvement et élimination des matériaux afin de faciliter les nouveaux travaux de bétonnage (dans une aire de dépôt approuvée). 1. gazon 2. asphalte 3. terre (jusqu'à 15 cm)	m ² m ² m ²	200 100 200	_____\$ _____\$ _____\$	_____\$ _____\$ _____\$
5	Coupe du pavé à la scie afin de faciliter les nouveaux travaux de				

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	<p>bétonnage.</p> <p>1. asphalte (0 à 100 mm)</p> <p>2. béton (0 à 100 mm)</p> <p>3. béton (101 à 200 mm)</p> <p>4. béton (201 à 300 mm)</p>	<p>m. lin.</p> <p>m. lin.</p> <p>m. lin.</p> <p>m. lin.</p>	<p>100</p> <p>200</p> <p>50</p> <p>50</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>
6	<p>Remplissage d'une nouvelle couche de gravier tassé de 150 mm d'épaisseur pour les dalles et les trottoirs.</p> <p>1. matériau de type 1</p> <p>2. matériau de type 2</p>	<p>m²</p> <p>m²</p>	<p>600</p> <p>300</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>
7	<p>Construction d'un nouveau trottoir ou d'une nouvelle dalle en béton sur le sol, y compris les finitions, la cure du béton, les joints de retrait, les joints de dilatation et l'enduit d'imprégnation.</p> <p>1. 0 à 100 mm</p> <p>2. 101 à 200 mm</p> <p>3. filet métallique</p> <p>4. barre d'armature</p>	<p>m²</p> <p>m²</p> <p>m²</p> <p>kg</p>	<p>400</p> <p>300</p> <p>400</p> <p>4000</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>
8	<p>Pose des nouveaux caniveaux et bordures de trottoir en béton, y compris les finitions, la cure du béton, les joints de retrait et l'enduit d'imprégnation.</p> <p>1. bordure de trottoir et caniveau</p> <p>2. bordure de trottoir</p>	<p>m. lin</p> <p>m. lin</p>	<p>200</p> <p>100</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>
9	<p>Pose d'une couche additionnelle de gravier tassé.</p> <p>1. matériau de type 1</p> <p>2. matériau de type 2</p>	<p>m³</p> <p>m³</p>	<p>50</p> <p>50</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>
10	<p>Fourniture et installation du matériel de remise en état du site.</p> <p>1. gazon, y compris la pose et un arrosage</p> <p>2. asphalte (2,5 po), posé conformément aux spécifications</p>	<p>m²</p> <p>m²</p> <p>m²</p>	<p>200</p> <p>50</p> <p>200</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	3. terre végétale (au moins 100 mm), y compris le ratissage et le roulement				
11	Éprouvette d'essai du béton et béton prêt pour l'essai 1. Éprouvette	Éprouvette	10	_____ \$	_____ \$
12	Main-d'oeuvre nécessaire pour le travail additionnel aux travaux décrits ci-dessus (réparations mineures des solins, appuis en pierre, calfeutrage, crépissage, épidermes, joints de dilatation, joints de retrait, ancrage, goujonnage, jet d'eau et sablage, écornure et carottage). Main-d'oeuvre pour les heures réelles effectuées exclusivement pour le travail. 1. finisseur de ciment/béton et outils 2. aide/ouvrier	 h h	 200 300	 _____ \$ _____ \$	 _____ \$ _____ \$
13	Enlèvement et élimination du béton détérioré. 1. 0 à 20 mm d'épaisseur 2. 21 à 75 mm d'épaisseur	 m² m²	 100 60	 _____ \$ _____ \$	 _____ \$ _____ \$
14	Coupe du béton à la scie. 1. béton de 0 à 100 mm d'épaisseur 2. béton de 101 à 200 mm d'épaisseur 3. béton de 201 à 300 mm d'épaisseur	 m. lin. m. lin. m. lin.	 60 30 30	 _____ \$ _____ \$ _____ \$	 _____ \$ _____ \$ _____ \$
15	Injection de béton, y compris la préparation et la pose. 1. 150 mm à 300 mm 2. 301 mm à 500 mm	 m. lin. m. lin.	 800 400	 _____ \$ _____ \$	 _____ \$ _____ \$
16	Reprofilage, y compris le nettoyage, la préparation, la charpente, etc. 1. couche d'enrobé de mortier d'une épaisseur de 0 à 20 mm	 m²	 40	 _____ \$	 _____ \$

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	2. réparation, épaisseur de 21 à 50 mm	m ²	40	_____ \$	_____ \$
		m ²	40	_____ \$	_____ \$
	3. réparation, épaisseur de 51 à 100 mm				
17	Application sur la surface.				
	1. liant	m ²	60	_____ \$	_____ \$
	2. enduit d'imprégnation	m ²	90	_____ \$	_____ \$
18	Main-d'œuvre additionnelle nécessaire pour les travaux décrits ci-dessus (heures réelles ou productives effectuées exclusivement pour le travail).				
	1. personne de métier du béton et outils	h	900	_____ \$	_____ \$
				_____ \$	_____ \$
	2. aide/ouvrier	h	300	_____ \$	_____ \$
				_____ \$	_____ \$
	3. travaux dans des espaces clos	h	200		
19	Échafaudage (l'entrepreneur fournira des ensembles complets de charpentes temporaires). Le coût de la main-d'œuvre nécessaire au transport, à l'érection et au démantèlement de la passerelle en acier et de l'échafaudage volant doit être compris dans le prix :				
		Jours	50	_____ \$	_____ \$
	1. échafaudage volant (par jour)	Semaines	1	_____ \$	_____ \$
	2. échafaudage volant (par semaine)	Jours	70	_____ \$	_____ \$
	3. plate-forme de travail (par jour)	Semaines	1	_____ \$	_____ \$
	4. plate-forme de travail (par semaine)				

Première heure de l'appel de service : Comprend le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes et une heure-personne de travail productif sur les lieux de travail, comme Mill Cove, la SRN Newport et le manège militaire de Windsor). Durant les heures normales : de 7 h 30 à 16 h.

20	1. personne de métier du béton et outils	h	1	_____ \$	_____ \$
	2. aide/ouvrier	h	1	_____ \$	_____ \$
	3. travaux dans des espaces clos	h	1	_____ \$	_____ \$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Heures subséquentes (frais de main-d'oeuvre seulement, en plus des éléments susmentionnés)

21	1. personne de métier du béton et outils	h	900	_____ \$	_____ \$
	2. aide/ouvrier	h	300	_____ \$	_____ \$
	3. travaux dans des espaces clos	h	200	_____ \$	_____ \$

Total de l'année d'option 2: _____ \$

Remarque :

1. L'ensemble de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement ainsi que le transport qui sont nécessaires pour les travaux de remise en état du béton doivent être mesurés en fonction des unités indiquées ci-dessus.
2. Aucun paiement ne sera effectué pour les pertes, les dommages ou les profits escomptés découlant de la différence entre la quantité estimée et les travaux exécutés.
3. Les paiements sont basés sur les travaux exécutés. Toutes les quantités doivent être vérifiées et approuvées par l'autorité responsable du site avant le paiement.
4. Les quantités de travail doivent être convenues entre l'entrepreneur et le représentant du Ministère avant le début des travaux.

Matériaux et pièces de rechange au prix coûtant plus une marge bénéficiaire de 10 %; les documents justificatifs doivent être présentés (p. ex. facture ou reçus).

REMARQUE : La quantité estimée de chaque article indiquée dans la colonne quatre (4) est une estimation des services requis uniquement au fur et à mesure des besoins. On ne peut conclure de la quantité indiquée pour chaque article qu'elle sera entièrement utilisée ou qu'elle ne peut être dépassée.

Total de l'année d'option 2= _____ \$

Grand Total = Total de l'année 1 + Total de l'année d'option 1 + Total de l'année d'option 2
= _____ \$

Le grand total sera le montant pris en considération durant l'évaluation de toutes les soumissions.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

(Voir pièces jointes)

ANNEXE « D »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

- a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la

présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.

2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :

- a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
- b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
- c. Garantie non-assurance des tiers;
- d. vis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « E »

UTILISATION DES FONDS

			TOTAUX
NOM DE LA COMPAGNIE :		VALEUR D'OUVERTURE :	0,00 \$
NUMÉRO D'OFFRE À COMMANDES :		Moins utilisation jusqu'à maintenant :	0,00 \$
PÉRIODE DE RÉFÉRENCE :		Restant :	0,00 \$
NUMÉRO DE COMMANDE	DATE DE LA COMMANDE	NOM DU CLIENT/DU NAVIRE	VALEUR DE COMMANDE
			0,00 \$
			0,00 \$
			0,00 \$
			0,00 \$
			0,00 \$
			0,00 \$
			0,00 \$
			0,00 \$
			0,00 \$
			0,00 \$
			0,00 \$
			0,00 \$
			0,00 \$
			0,00 \$
			0,00 \$

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-175206/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-175206

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-6-77088

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL321
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « F »

Code de conduite et attestations - documentation connexe

Liste des administrateurs de l'offrant ci-dessous : Veuillez fournir une list de noms de toutes les personnes qui sont actuellement des adminstrateurs de votre entreprise conformément à la **PARTIE 5- ATTESTATIONS.**

Administrateurs : (Veuillez écrire clairement en lettres moulées.)

NOM	NOM	NOM	NOM

Au besoin, joindre une autre feuille pour des noms additionnels.

Ministère de la Défense nationale



Devis

Convention d'offre à commandes

Travaux de bétonnage, restauration et injection d'époxy

BFC Halifax, N.-É.

<u>Section</u>	<u>Titre</u>	<u>Pages</u>
<u>Division 01</u>		
01 11 00	Instructions générales	8
01 35 15	Sécurité industrielle	5
01 35 30	Exigences relatives à la santé et à la sécurité	9
01 35 35	Consignes de sécurité-incendie - MDN	5
01 35 36	Règlements relatifs à la sécurité, à la sûreté, et aux incendies du DMFC Bedfo	7
01 35 37	Accès au complexe de RDDC Atlantique	1
01 35 43	Protection de l'environnement	3
01 35 73	Exigences relatives aux espaces clos	11
01 61 00	Exigences générales concernant les produits	4
01 74 11	Nettoyage	2
<u>Division 03</u>		
03 10 00	Coffrages et accessoires pour béton	5
03 20 00	Armatures pour béton	4
03 30 00.01	Béton coulé en place	13
03 40 00	Divers travaux de béton	5
03 50 00	Restauration et injection de résine époxy du béton	8

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SECTIONS CONNEXES

- .1 Section 03 10 00 Coffrages et accessoires pour béton.
- .2 Section 03 20 00 Armatures pour béton.
- .3 Section 03 30 00.01 Béton coulé en place.
- .4 Section 03 40 00 Divers travaux de béton.
- .5 Section 03 50 00 Restauration et injection de résine époxy du béton.

1.2 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Les travaux faisant l'objet de la présente convention d'offre à commandes comprennent la fourniture de l'ensemble de la main d'oeuvre, du matériel, de l'équipement, des outils, et de la supervision nécessaire pour effectuer divers travaux de béton, de restauration du béton et travaux d'injection de résine époxy pour des surfaces en béton et maçonnerie, pour l'extérieur et l'intérieur des bâtiments, des terrains et des travaux de la BFC Halifax comme prescrit dans la présente.

1.3 INGÉNIEUR

- .1 Toute référence à l'ingénieur dans le présent devis, se réfère à l'inspecteur des contrats en tant que représentant de l'Unité des opérations immobilières section - Halifax (Sec Ops Imm (Halifax)).
- .2 L'ingénieur fournira à l'entrepreneur une liste de ses représentants autorisés à l'occasion de la réunion préalable aux travaux.

1.4 TRAVAUX COMPRIS

- .1 Les travaux prévus dans la présente convention d'offre à commandes comprennent, sans toutefois se limiter à ce qui suit:
 - .1 selon l'étendue des travaux énumérés à la division 03 du présent devis; et
 - .2 le nettoyage.

1.5 EMPLACEMENT DES CHANTIERS

- .1 Les endroits visés par le présent devis comprennent mais ne se limite pas aux endroits suivants:
 - .1 Stadacona - Halifax, N.-É.;

1.5 EMPLACEMENT DES
CHANTIERS
(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
 - .2 Windsor Park - Halifax, N.-É.;
 - .3 Willow Park - Halifax, N.-É.;
 - .4 Royal Artillery (RA) Park - Halifax, N.-É.;
 - .5 manège militaire d'Halifax - Halifax, N.-É.;
 - .6 arsenal maritime CSM - Halifax, N.-É.;
 - .7 Division du contrôle des avaries - Herring Cove, N.-É.;
 - .8 annexe de l'arsenal maritime (NAD) - Dartmouth, N.-É.;
 - .9 RDDC Atlantique - Dartmouth, N.-É.;
 - .10 station de démagnétisation de Wright's Cove - Dartmouth, N.-É.;
 - .11 DMFC Bedford - Bedford, N.-É.;
 - .12 12e Escadre Shearwater - Eastern Passage, N.-É.;
 - .13 le champ de tir au canon d'Osbourne Head - Cow Bay, N.-É.;
 - .14 le champ de tir de Bedford - Bedford, N.-É.;
 - .15 Ferguson's Cove - Ferguson's Cove, N.-É.;
 - .16 SFC Mill Cove - Mill Cove, N.-É.;
 - .17 SFC Newport Corner - Newport Corner, N.-É.; et
 - .18 manège militaire de Windsor - Windsor, N.-É.

1.6 ACCES AUX CHANTIERS

- .1 L'accès aux chantiers est sous la direction du ministère de la Défense nationale. Tous les visiteurs qui pénètrent dans des endroits où un laissez-passer quotidien est délivré seront informés de l'exigence de se soumettre à une fouille préalable à sa délivrance.
- .2 Pendant qu'ils sont à l'intérieur des limites de la BFC Halifax, tous les employés, les sous-traitants et les représentants de l'entrepreneur doivent obéir aux ordres permanents promulgués par les autorités de la BFC Halifax.

- | | | |
|--|----|---|
| <u>1.6 ACCES AUX CHANTIERS
(Cont'd)</u> | .2 | Pendant qu'ils sont à l'intérieur des limites de la BFC Halifax, tous les employés, les sous-traitants et les représentants de l'entrepreneur doivent obéir aux ordres permanents promulgués par les autorités de la BFC Halifax. |
| <u>1.7 RÉUNION PRÉALABLE AU
DÉBUT DES TRAVAUX</u> | .1 | Dès l'attribution de la convention d'offre à commandes, l'entrepreneur retenu communiquera avec l'ingénieur afin d'organiser une réunion préalable au début des travaux. |
| <u>1.8 COMPÉTENCES DE
L'ENTREPRENEUR</u> | .1 | L'entrepreneur doit convaincre l'ingénieur qu'il ou elle possède le personnel adéquat et qualifié nécessaire à l'exécution des services prévus qui comprennent, notamment, le traitement de tous les appels de service dans un délai acceptable, à la fois pendant les heures normales de travail et les heures de fermeture. |
| | .2 | Si l'entrepreneur fait appel à des sous-traitants, ces derniers doivent également respecter toutes les exigences de la présente convention d'offre à commandes. |
| <u>1.9 QUALITÉ DE
L'EXÉCUTION</u> | .1 | On entend par qualité de l'exécution la meilleure qualité de travail effectué par des travailleurs expérimentés et qualifiés pour accomplir les tâches pour lesquelles ils sont embauchés. |
| | .2 | L'entrepreneur doit éviter d'embaucher des personnes inaptes ou non qualifiées pour accomplir les tâches exigées. L'ingénieur se réserve le droit d'exiger le renvoi des lieux des travailleurs jugés incompetents ou négligents, ayant fait preuve d'insubordination ou posé un acte répréhensible. |
| | .3 | En cas de désaccord quant à la qualité ou à la justesse de l'exécution, les décisions sont prises par l'ingénieur uniquement et elles sont sans appel. |
| | .4 | L'entrepreneur embauchera un superviseur compétent et expérimenté, investi de l'autorité nécessaire pour parler en son nom des questions courantes. |
| <u>1.10 UTILISATION DES LIEUX
PAR L'ENTREPRENEUR</u> | .1 | L'entrepreneur sera informé de l'utilisation des chantiers par l'ingénieur. |
| | .2 | L'entrepreneur n'encombrera pas les lieux des travaux de matériaux ou d'équipement de manière déraisonnable. |

1.10 UTILISATION DES LIEUX
PAR L'ENTREPRENEUR
(Cont'd)

- .3 L'entrepreneur déplacera les produits ou l'équipement entreposés qui nuisent aux activités de l'ingénieur ou des autres entrepreneurs.
- .4 L'ingénieur présentera à l'entrepreneur les détails sur l'accès aux zones restreintes.

1.11 STATIONNEMENT

- .1 Dans des zones limitées, une place de stationnement sur les lieux sera mise à la disposition des véhicules de l'entreprise pour la livraison du matériel et de l'équipement. Entretien et gérer cette place de stationnement conformément aux directives.
- .2 L'entrepreneur devra payer pour le stationnement aux endroits suivants:
 - .1 Stadacona - Halifax, N.-É.;
 - .2 Windsor Park - Halifax, N.-É.;
 - .3 Willow Park - Halifax, N.-É.;
 - .4 Royal Artillery (RA) Park - Halifax, N.-É.;
 - .5 manège militaire d'Halifax - Halifax, N.-É.;
 - .6 arsenal CSM - Halifax, N.-É.; et
 - .7 annexe de l'arsenal (NAD) - Dartmouth, N.-É.

1.12 HEURES DE TRAVAIL

- .1 Les heures normales de travail seront de 7h30 à 16h, du lundi au vendredi. Les travaux effectués en dehors des heures normales doivent être autorisés par l'ingénieur.

1.13 CODES ET NORMES

- .1 Les travaux doivent être exécutés conformément à la plus récente édition du Code national du bâtiment du Canada (CNB), de la partie I du code canadien de l'électricité, de la partie II du Code canadien du travail, du Code national de prévention des incendies, règlement en matière de protection contre les chutes et d'érection d'échafaudages de la Nouvelle-Écosse, et de tout autre code provincial ou local qui s'applique. En cas d'incohérence entre les dispositions de ces codes, les exigences les plus rigoureuses prévaudront.

<u>1.13 CODES ET NORMES (Cont'd)</u>	.2	Satisfaire aux exigences des documents de l'offre à commandes ainsi qu'aux normes, aux codes et aux documents de référence particuliers ou dépasser ceux-ci.
<u>1.14 DESSINS SUPPLÉMENTAIRES</u>	.1	L'ingénieur peut fournir des dessins supplémentaires pour faciliter l'exécution des travaux. Ces dessins seront fournis à titre d'information seulement. Ces dessins supplémentaires ont la même signification et la même portée que les dessins faisant partie des documents de l'offre à commandes.
<u>1.15 LICENCES ET PERMIS</u>	.1	Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir et de payer toutes les licences et tous les permis nécessaires pour effectuer les travaux.
<u>1.16 PROTECTION DES INSTALLATIONS EXISTANTES</u>	.1	L'entrepreneur prendra toutes les précautions nécessaires pour éviter d'endommager les installations existantes. Tout dommage à ces installations occasionné par les activités de l'entrepreneur sera réparé par ce dernier, à ses frais, dans les meilleurs délais.
	.2	Des parements et du matériel de protection spéciaux doivent être fournis afin de protéger les plantes, les murs, les saillies et les ouvrages adjacents à des endroits où des matériaux sont retirés, installés ou hissés.
	.3	L'entrepreneur doit protéger contre les dommages l'ensemble de l'ameublement, de l'équipement et de l'immeuble appartenant à l'occupant pendant l'exécution du contrat.
	.4	Lorsque l'ingénieur estime cela nécessaire, fournir et ériger des panneaux d'avertissement et des barrières.
<u>1.17 MODIFICATIONS, AJOUTS OU RÉPARATIONS AU BATIMENT EXISTANT</u>	.1	Exécuter les travaux en nuisant le moins possible à l'exploitation du bâtiment, aux occupants, au public et à l'utilisation normale des lieux. Prendre les arrangements nécessaires avec l'ingénieur pour faciliter l'exécution des travaux.
	.2	Dans les cas où la sécurité a été réduite en raison des travaux visés par le présent contrat, fournir des moyens temporaires pour assurer la sécurité.
	.3	Installer des pare-poussière, des barrières et des panneaux d'avertissement temporaires aux endroits où les travaux de transformation sont effectués près de lieux utilisés par le public ou des fonctionnaires.

1.17 MODIFICATIONS,
AJOUTS OU
RÉPARATIONS AU
BATIMENT EXISTANT
(Cont'd)

- .3 Installer des pare-poussière, des barrières et des panneaux d'avertissement temporaires aux endroits où les travaux de transformation sont effectués près de lieux utilisés par le public ou des fonctionnaires.
- .4 Pour le transport des travailleurs, des matériaux et des matériels, n'utiliser que les ascenseurs existants du bâtiment.
 - .1 Protéger à la satisfaction de l'ingénieur les parois des ascenseurs avant d'utiliser ces derniers.
 - .2 Assumer la sécurité des équipements ainsi que la responsabilité des dommages causés par les travaux et des surcharges imposées aux équipements existants.

1.18 SERVICES D'UTILITÉS
EXISTANTS

- .1 Avant d'interrompre des services d'utilités, en informer l'ingénieur et obtenir les autorisations nécessaires.
- .2 S'il faut exécuter des piquages sur les canalisations d'utilités existantes ou des raccordements à ces canalisations, donner un avis préalable de 48 heures avant le moment prévu d'interruption des services électriques ou mécaniques correspondants. Veiller à ce que la durée des interruptions soit aussi courte que possible. Exécuter les travaux aux heures fixées par les autorités locales compétentes, en gênant le moins possible la circulation des piétons et les activités des locataires.
- .3 Avant de commencer les travaux, déterminer l'emplacement et l'étendue des gammes de services dans la zone de travail et informer l'ingénieur des résultats.
- .4 Présenter un calendrier des travaux et faire approuver toute fermeture d'un service ou d'équipement actif par l'ingénieur. Se conformer au calendrier des travaux approuvé et en informer les parties concernées.
- .5 Fournir des services d'utilités temporaires selon les directives de l'ingénieur afin que soient maintenus les systèmes critiques du bâtiment et des locataires.
- .6 Informer immédiatement l'ingénieur de la présence de services non identifiés et confirmer par écrit les constatations.

1.19 COUPE, ASSEMBLAGE
ET RETOUCHE

- .1 Effectuer la coupe, l'assemblage et le raccordement nécessaires pour que les ouvrages soient bien assemblés.

1.19 COUPE, ASSEMBLAGE ET RETOUCHE (Cont'd)

- .2 Lorsque des ouvrages nouveaux sont raccordés à des ouvrages existants et lorsque des ouvrages existants font l'objet de transformation ou de coupe, retoucher les ouvrages nouveaux de sorte qu'ils soient assortis aux ouvrages existants.
- .3 Obtenir l'approbation de l'ingénieur avant de couper ou de percer des éléments porteurs ou de poser des manchons sur ceux-ci.
- .4 Effectuer les coupes à l'aide de lames laissant un rebord net et uniforme. Effectuer les retouches de sorte qu'elles soient le moins en évidence possible à l'assemblage final.

1.20 ÉLÉMENTS A DISSIMULER

- .1 Sauf indication contraire de l'ingénieur, dissimuler les canalisations, les conduits et les câbles électriques dans les planchers, dans les murs et dans les plafonds des pièces et des aires finies.

1.21 ALIMENTATION EN ÉLECTRICITÉ ET EN EA

- .1 Le MDN pourra fournir, sans frais, une alimentation provisoire en électricité et en eau aux fins des travaux de construction.
- .2 L'ingénieur déterminera les points de livraison et les limites quantitatives. Tout raccord nécessite l'autorisation écrite préalable de l'ingénieur. Les raccords à une alimentation électrique existante doivent être effectués conformément au Code canadien de l'électricité.
- .3 Fournir, sans frais supplémentaires pour le MDN, l'équipement et les conduites temporaires permettant de raccorder ces services à l'emplacement de l'exécution des travaux.
- .4 La fourniture des services temporaires par le MDN est assujettie aux exigences du Ministère. Elle peut être supprimée par le représentant du site du MDN en tout temps, sans préavis et sans reconnaissance de responsabilité pour les dommages ou les délais causés par cette suppression des services temporaires.
- .5 Lorsque les conduites de branchement temporaires ne sont plus requises, l'entrepreneur doit enlever toutes les conduites et tout l'équipement, rétablir les points de raccordement dans leur état initial et restaurer la terre à sa forme d'origine.

1.22 CHAUFFAGE ET VENTILATION

- .1 Fournir, au besoin, des services temporaires de chauffage et de ventilation afin de:
 - .1 contribuer à l'avancement des travaux;

1.22 CHAUFFAGE ET VENTILATION (Cont'd)	.1	(Cont'd) .1 contribuer à l'avancement des travaux; .2 protéger les ouvrages et les produits contre l'humidité et le froid; .3 prévenir la condensation de l'humidité sur les surfaces; .4 assurer la température ambiante et le taux hygrométrique nécessaires à l'entreposage, à l'installation et au séchage des matériaux; et .5 assurer une ventilation adéquate qui soit conforme aux dispositions du règlement sur la santé relatives à la prestation d'un environnement de travail sécuritaire.
	.2	Assurer une supervision serrée du fonctionnement du matériel de chauffage et de ventilation temporaire afin de: .1 se conformer aux codes et aux normes qui s'appliquent; .2 faire respecter les pratiques sécuritaires; .3 empêcher l'usage abusif des services; .4 prévenir les dommages aux aires finies; et .5 évacuer les gaz de combustion des appareils à combustion directe à l'extérieur.
1.23 INSPECTION	.1	Tous les travaux et les matériaux visés par le présent devis sont sujets à une inspection de l'ingénieur ou de son / sa représentant (e) désigné (e) en tout temps.
1.24 SIGNALEMENT DES ANOMALIES	.1	L'entrepreneur informera l'ingénieur de toute anomalie constatée dans la zone de travail, comme les vices de construction, les problèmes d'ordre mécanique ou électrique et (ou) toute tâche qui excède la portée des travaux.
PARTIE 2 - PRODUITS		
2.1 SANS OBJET	.1	Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

<u>3.1 SANS OBJET</u>	.1	Sans objet.
-----------------------	----	-------------

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Priorité:
 - .1 Les sections de la Division 1 ont priorités sur toutes les autres spécifications techniques des autres Divisions du présent devis.

1.2 DÉFINITIONS

- .1 Direction de la sécurité industrielle (DSIC):
 - .1 Un organisme gouvernemental qui a développé le Manuel de la sécurité industrielle.
- .2 Agent de sécurité d'entreprise (ASE):
 - .1 L'ASE est le point de contact officiel de l'organisation avec le Programme de sécurité industrielle (PSI). Il ou elle est responsable du contrôle du profil de sécurité de l'organisation, d'adresser les questions de sécurité, et est responsable à PSI et au cadre supérieur clé (CSC) désigné de l'organisation sur toutes les questions de sécurité industrielle.
- .3 ASE de l'entrepreneur:
 - .1 L'employé de la compagnie de l'entrepreneur qui est l'ASE.
- .4 Manuel de la sécurité industrielle (MSI):
 - .1 Le MSI est un ouvrage de référence facile à consulter et simple qui renseigne les agents de sécurité d'entreprise sur les normes et les mesures de sécurité adoptées par l'administration fédérale et sur la manière de s'assurer que leur organisation se conforme à ces normes et mesures.
- .5 Programme de sécurité industrielle (PSI):
 - .1 Le Programme de sécurité industrielle aide l'industrie à participer aux contrats du gouvernement du Canada et des gouvernements étrangers. DSIC fournit des services de contrôle de sécurité nécessaires pour les entrepreneurs avant que leurs employés peuvent travailler avec des renseignements et des biens Protégés et Classifiés.

1.2 DÉFINITIONS
(Cont'd)

- .6 Demande de permis de visite (DPV):
 - .1 La demande de permis de visite est un formulaire qui doit être rempli par une personne qui nécessite l'accès à des lieux de travail réglementés, personnel, renseignements, des biens et des ressources du MDN, alors elle doit être titulaire d'une attestation de sécurité de la cote de sécurité requise avant le début de leurs fonctions.
- .7 Réglementé:
 - .1 Se réfère à une situation où seulement les personnes autorisées peuvent accéder à une zone ou renseignement.
- .8 Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS):
 - .1 La Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) est un formulaire du Secrétariat du Conseil du Trésor utilisé pour définir les exigences de sécurité d'un contrat. Il s'agit essentiellement d'une évaluation de la menace et des risques pour la sécurité qui pourraient se matérialiser au cours du processus de passation de contrats.
- .9 Sensible:
 - .1 Les documents de nature délicate qui contient des renseignements qui peuvent causer divers préjudices à une personne, une entreprise, ou au pays si l'information est divulguée de manière non autorisée.

1.3 SITE DE RÉFÉRENCE

- .1 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)
Sécurité industrielle:
 - .1 <http://iss-ssi.pwpsc-tpsgc.gc.ca/index-fra.html>

1.4 GÉNÉRALITÉS

- .1 Les exigences de sécurité doivent faire partie du contrat entre le MDN et l'industrie lorsqu'elle est définie par la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS).

1.4 GÉNÉRALITÉS
(Cont'd)

- .2 Une Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) est un formulaire utilisé pour définir les exigences de sécurité associées à tous les contrats. La LVERS garantit que les clauses de sécurité appropriées sont identifiées afin qu'elles puissent être incorporées dans le contrat, de ce fait, juridiquement contraignant les désignations des parties pour donner suite aux exigences de sécurité du contrat.
- .1 La LVERS doit accompagner tous les documents contractuels, y compris les contrats de sous-traitance qui contiennent des exigences de sécurité.
- .3 Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont nécessaires, un Guide de la classification et de la désignation de sécurité peut avoir été prévu au même titre que la LVERS en tant que document contractuel. Ce document fournira de plus amples renseignements afférents aux exigences de sécurité lorsqu'il traite plusieurs niveaux d'autorisations de sécurité dans le contrat.

1.5 ENQUÊTE DE SÉCURITÉ
ET AUTORISATION POUR
ORGANISATION DU
SECTEUR PRIVÉ

- .1 Les entreprises qui auront besoin à l'accès ou doit conserver des marchandises contrôlées, des renseignements, des biens et ressources Protégés ou Classifiés, doivent obtenir une approbation comme suit:
- .1 Les entreprises doivent faire l'objet d'une enquête de sécurité pour mesure de protection du plus haut niveau de renseignements et biens à conserver.
- .1 La vérification d'organisation désignée (VOD) est nécessaire pour avoir accès, dans le cadre d'un contrat, à des renseignements ou à des biens Protégés ainsi qu'à des lieux de travail dont l'accès est réglementé (cote de fiabilité).
- .2 L'attestation de sécurité d'installations (ASI) est nécessaire pour avoir accès, dans le cadre d'un contrat, à des renseignements ou à des biens Protégés et / ou Classifiés ainsi qu'à des lieux de travail dont l'accès est réglementé (niveau de sécurité Secret).
- .3 Autorisation de détenir des renseignements (ADR) est nécessaire pour les organisations qui sont tenues en vertu d'un contrat de travailler à des renseignements Protégés et / ou Classifiés sur leurs propres lieux de travail.

1.5 ENQUÊTE DE SÉCURITÉ
ET AUTORISATION POUR
ORGANISATION DU
SECTEUR PRIVÉ
(Cont'd)

.1 (Cont'd)
.1 (Cont'd)
.4 Les organisations qui traitent ou transmettent des données électronique de nature délicate sur leurs systèmes de TI doivent avoir l'autorisation de traiter les TI et obtenir du PSI une lettre d'approbation écrite obligatoire des TI qui s'applique au niveau de sécurité demandé.

1.6 ENQUÊTE DE SÉCURITÉ
SUR LE PERSONNEL

.1 Dans le cadre de contrats conclus avec le MDN, les personnes de l'entreprise peuvent devoir accéder à des renseignements, à des biens ou à des lieux de travail Protégés ou Classifiés. Dans ces cas, les personnes qui doivent avoir accès à l'information et / ou d'un site doivent avoir leur cote de sécurité du personnel complété.

.2 Se référer au site Web de TPGSC pour le processus pour la tenue d'une enquête de sécurité sur le personnel.

1.7 DEMANDE DE PERMIS DE
VISITE

.1 Les personnes (y compris les sous-traitants) qui vont avoir accès à des renseignements, à des biens, des ressources ou des lieux de travail du MDN doivent avoir leur enquête de sécurité sur le personnel complété avant de soumettre une demande de permis de visite (DPV).

.2 Le processus de la demande de permis de visite vérifie que ceux qui sont autorisés à accéder les sites du MDN ont le niveau d'autorisation requis tel qu'indiqué dans la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) pour le contrat.

.3 Tous les employés du soumissionnaire retenu qui vont travailler sur le contrat nécessitent un DPV. L'ASE de l'entrepreneur doit transmettre le formulaire dûment rempli à l'ingénieur pour le procédé.

1.8 RESPONSABILITÉ

.1 Il est la responsabilité de l'entrepreneur de ne pas avoir d'infraction à la sécurité en entreprenant les travaux de ce contrat.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

<u>3.1 SANS OBJET</u>	.1	Sans objet.
-----------------------	----	-------------

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 MESURES DE SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS

- .1 Observer et appliquer les mesures de sécurité et respecter les exigences des lois et des instruments habilitants suivants:
 - .1 la partie II du Code canadien du travail et le Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail;
 - .2 la loi de la Nouvelle-Écosse intitulée Nova Scotia Occupational Health and Safety Act et le règlement d'application intitulé Occupational General Safety Regulations, tels que modifiés de temps à autre;
 - .3 les dernières modifications apportées à la partie 8 du Code national du bâtiment du Canada et le Code national de prévention des incendies du Canada.
- .2 Se reporter à la Section 01 35 35, Consignes de sécurité-incendie - MDN.
- .3 L'ingénieur fournira un exemplaire de toutes les instructions écrites particulières pertinentes qui doivent être suivies.
- .4 Avant le début des travaux
 - .1 A la demande de l'État, le soumissionnaire doit fournir des documents indiquant la formation en techniques et normes de sécurité suivie par chaque personne qui participera à l'exécution de la convention d'offre à commandes.
- .5 Les mesures disciplinaires suivantes seront appliquées pour toute infraction à un règlement sur la sécurité en vertu de la présente convention d'offre à commandes:
 - .1 Première infraction:
 - .1 Un avertissement verbal est donné à l'entrepreneur qui commet une première infraction à un règlement sur la sécurité (L'infraction est documentée dans le dossier de l'offre à commandes et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur et à SPAC.).
 - .2 Deuxième infraction:

1.1 MESURES DE SÉCURITÉ
SUR LES CHANTIERS
(Cont'd)

- .5 (Cont'd)
- .2 (Cont'd)
- .1 Un avertissement écrit est donné à l'entrepreneur qui commet une deuxième infraction à un règlement sur la sécurité (L'infraction est documentée dans le dossier de l'offre à commandes et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur et à SPAC.).
- .3 Troisième infraction:
- .1 Une troisième infraction à un règlement sur la sécurité peut entraîner la résiliation de l'offre à commandes. On recommandera aussi à l'autorité contractante de refuser l'accès aux marchés de l'Unité des opérations immobilières (Atlantique) à l'entrepreneur (L'infraction est documentée dans le dossier de l'offre à commandes et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur et à SPAC.).
- .4 Infraction grave:
- .1 Dans le cas d'une infraction à un règlement sur la sécurité jugée grave par un organisme de réglementation, un gestionnaire de projet ou un officier de sécurité, on recommandera à l'autorité contractante de résilier immédiatement le contrat ou l'offre à commandes (L'infraction est documentée dans le dossier de l'offre à commandes et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur et à SPAC.).
- .5 Dépôt d'accusations ou déclaration de culpabilité par les tribunaux:
- .1 L'entrepreneur peut se voir refuser l'accès aux marchés de l'Unité des opérations immobilières (Atlantique) lorsque des infractions à un règlement sur la sécurité entraînent le dépôt d'accusations contre lui par un organisme de réglementation ou lorsqu'il est reconnu coupable par les tribunaux.

1.2 ÉVALUATION DU
DANGER

- .1 L'entrepreneur doit mettre en oeuvre et réaliser un programme d'évaluation du danger de la santé et de la sécurité dans le cadre du travail. Le programme inclure:
 - .1 Évaluation initiale du danger:
 - .1 Exécutée dès la notification de l'attribution du contrat et / ou avant le début des travaux.
 - .2 Évaluation continue du danger:
 - .1 Effectuée lors du déroulement du travail identifiant de nouveaux ou potentiels risques sanitaires et de sécurité jusqu'alors inconnus. Au minimum, les évaluations des dangers doivent être effectuées lorsque:
 - .1 nouveau travail de sous-traitant, nouveau sous-traitant (s) ou de nouveaux travailleurs arrivent sur le site pour commencer une autre partie du travail;
 - .2 la portée des travaux a été modifiée;
 - .3 les travaux effectués dans des espaces clos; et / ou
 - .4 le potentiel de danger ou de la faiblesse en matière de santé et les pratiques actuelles de sécurité sont identifiées par l'ingénieur.
- .2 Les évaluations du danger seront projet et site spécifique, basées sur une analyse des documents de l'offre à commandes et du site.
- .3 Chaque évaluation des dangers doit être faite par écrit. Conservez les copies de toutes les évaluations sur le site pour la durée du travail. Sur demande, mettre à la disposition de l'ingénieur.
- .4 L'entrepreneur doit aviser l'ingénieur de matières dangereuses soupçonnée pendant le travail et ne ressort pas des dessins, des spécifications ou le rapport concernant le travail (par exemple le plomb, amiante, etc). Ne pas déranger ces matières en attente des directives de l'ingénieur. L'ingénieur prendra les dispositions nécessaires pour tester les matières selon les besoins.

1.3 PRODUITS D'AMIANTE
ET ACTIVITÉ ASSOCIÉE A
L'AMIANTE

- .1 La fourniture de nouveaux produits contenant des matériaux fibreux en amiante est interdite dans les limites de la base.
- .2 La démolition ou le déplacement de matériaux amiantés appliqués par projection ou à la truelle peut être dangereux pour la santé. Les personnes qui trouvent des matériaux semblant contenir de l'amiante appliquée à la truelle ou pulvérisée dans le cadre de l'exécution des travaux doivent cesser les travaux et en aviser immédiatement l'ingénieur. Les travaux doivent être interrompus jusqu'à la réception des instructions écrites à l'ingénieur.

1.4 DÉVERSEMENT DE
MATIERES DANGEREUSES

- .1 L'entrepreneur et les sous-traitants doivent informer la caserne des pompiers du MDN et l'ingénieur de tout incident ou déversement de matières dangereuses (HAZMAT).
- .2 Dans le cas d'un déversement de matières dangereuses, les procédures d'actions initiales suivantes doivent être suivies:
 - .1 assurer la sécurité de tout le personnel;
 - .2 évaluer les risques de déversements;
 - .3 ventiler la zone si le déversement est à l'intérieur et éliminer toutes les sources d'ignition;
 - .4 faire cesser le déversement si possible en toute sécurité (par exemple, arrêter la pompe, remplacer le bouchon, incliner le cylindre métallique vers le haut, colmater une fuite, etc);
 - .5 quel que soit le volume, contacter la caserne de pompiers du MDN et fournir les informations suivantes:
 - .1 l'heure du déversement;
 - .2 l'emplacement;
 - .3 considérations particulières:
 - .1 sécurité des personnes;
 - .2 environnementales.
 - .4 type et la quantité du déversement;
 - .5 personne qui signale le déversement;

1.4 DÉVERSEMENT DE
MATIERES DANGEREUSES
(Cont'd)

- .2 (Cont'd)
- .5 (Cont'd)
- .1 nom;
- .2 compagnie; et
- .3 numéro de téléphone.
- .6 contenir le déversement;
- .7 isoler la zone suivant les besoins;
- .8 informer l'ingénieur; et
- .9 nettoyer les déversements mineurs utilisant l'équipement et les fournitures de protection appropriés.

1.5 FIXATEUR A
CARTOUCHES

- .1 Les dispositifs actionnés par charge explosive ne seront pas utilisés sans l'approbation de l'ingénieur.
- .2 L'opérateur du dispositif actionné pare charge explosive doit avoir la formation applicable avant son utilisation.
- .3 L'opérateur doit suivre les directives d'utilisation de sécurité du fabricant et porter l'équipement de protection individuelle adéquat.

1.6 TRAVAIL A CHAUD

- .1 Tout travail à chaud nécessite l'approbation de l'ingénieur et l'autorisation écrite du chef des pompiers de la base (permis de travail à chaud). Le permis de travail à chaud et les exigences de piquet d'incendie seront fournies par la caserne de pompiers de l'arsenal maritime au numéro 427-3500.
- .2 L'installation de ventilation située dans l'aire des travaux à chaud doit être isolée afin d'éviter que des vapeurs ou de la fumée s'en dégagent et afin de réduire toute possible propagation du feu à d'autres parties du bâtiment.
- .3 L'entrepreneur doit embaucher un employé ayant suivi une formation dans l'utilisation d'un extincteur qui agira comme piquet d'incendie pendant un travail à chaud et pendant une période d'au moins 30 minutes suivant la fin de l'activité.

1.7 ESPACES CLOS

- .1 Les travaux dans des espaces clos seront exécutés conformément aux dispositions de la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .2 L'entrepreneur doit fournir et entretenir tout équipement dont une personne a besoin pour entrer dans un espace clos et (ou) pour exécuter un travail de manière sécuritaire, conformément à la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .3 L'entrepreneur doit donner de la formation, conformément aux exigences de la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
 - .1 L'employeur et (ou) ses employés doivent fournir une preuve de la formation suivie ainsi que de leur qualification, à la demande de l'ingénieur.
- .4 L'entrepreneur doit fournir à l'ingénieur une copie du «permis d'entrée» pour chaque entrée dans un espace clos afin de se conformer à la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .5 L'entrepreneur doit faire évaluer les risques associés à l'entrée dans un espace clos.
 - .1 L'entrepreneur doit remettre une copie de l'évaluation des risques à l'ingénieur.

1.8 PROTECTION CONTRE LES CHUTES

- .1 Tous les travaux effectués à une hauteur qui dépasse les restrictions relatives à la hauteur imposées par la loi, à partir d'une structure non munie d'un dispositif de protection et (ou) d'un échafaudage, seront exécutés conformément aux dispositions du paragraphe 12.10 de la partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .2 Les composantes de tout dispositif de protection contre les chutes doivent être conformes aux normes précisées dans le paragraphe 12.10 (2) de la partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .3 L'entrepreneur doit veiller à ce que le matériel de protection contre les chutes soit entretenu, inspecté et vérifié par un technicien qualifié, tel que l'exige le paragraphe 12.3 de la partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.

1.9 ÉCLAIR D'ARC ÉLECTRIQUE

- .1 L'entrepreneur doit veiller à ce que tout l'équipement électrique, tels les standards téléphoniques, les panneaux de contrôle, les centres de commande de moteurs et les enveloppes des socles de compteur, porte une étiquette d'avertissement qui met en garde les utilisateurs contre le risque de choc électrique et d'éclair d'arc électrique. Toutes les installations électriques, nouvelles et modifiées, doivent porter cette étiquette.
- .2 Les informations concernant la «catégorie de danger d'éclair d'arc électrique (de 0 à 4)» et la «zone de sécurité contre les arcs électriques» définie dans la norme NFPA 70E (National Fire Protection Association des États-Unis) doivent également figurer sur l'étiquette d'avertissement. Toutes les spécifications de projets doivent comprendre une étude de courts-circuits ainsi qu'une analyse des dangers d'éclair d'arc électrique.
- .3 En conformité avec la norme CSA Z462, Sécurité en matière d'électricité au travail, les entrepreneurs-électriciens doivent effectuer une analyse des dangers de choc et d'éclair d'arc électriques afin de déterminer l'équipement de protection individuel (EPI) adéquat à porter. Les entrepreneurs-électriciens doivent porter un équipement de protection individuel contre les éclairs d'arc électrique lorsqu'ils effectuent une recherche de panne et des tests de diagnostic qui ne peuvent être exécutés si le conducteur ou le circuit électrique n'est pas mis sous tension. L'entrepreneur doit veiller à ce que toutes ses pratiques de travail assurent la protection de chaque employé contre les éclairs d'arc électrique et contre un contact direct de toute partie du corps avec des parties sous tension ou indirect par l'entremise d'un autre objet porteur de courant.

1.10 SÉCURITÉ

- .1 Il incombe à l'entrepreneur de bien connaître l'ensemble des lois, des règlements, des codes et des exigences de l'offre à commandes en matière de sécurité qui s'appliquent. Ces lois, règlements, codes et exigences de l'offre à commandes en matière de sécurité applicables doivent être indiqués et abordés dans le plan de sécurité, et toutes les instructions permanentes d'opération (IPO), les pratiques de travail sécuritaires qui intègrent des mesures de contrôle claires et particulières, les règles, les procédures et les pratiques qui s'appliquent deviendront obligatoires.

1.10 SÉCURITÉ
(Cont'd)

- .2 L'entrepreneur s'assurera que tous les travailleurs et toutes les personnes autorisées qui accèdent au chantier sont informés du plan de sécurité affiché et qu'ils se conforment à ce plan, aux règles et procédures de sécurité ainsi qu'aux pratiques de travail sécuritaires et observent les lois, les règlements et les codes qui s'appliquent. Les personnes qui ne les respectent pas ne seront pas autorisées à entrer dans le site.
- .3 L'entrepreneur s'assurera que l'ensemble de l'équipement de protection individuel (EPI) nécessaire est utilisé.
 - .1 Tous les employés sont tenus de porter un casque de protection conforme à la norme CSA Z94.1, Casques de sécurité pour l'industrie.
 - .2 Tous les employés sont tenus de porter des chaussures de sécurité conformes à la norme CSA Z195, Lignes directrices relatives à la sélection, à l'entretien et à l'utilisation des chaussures de protection.
 - .3 Tous les employés sont tenus de porter un dispositif de protection des yeux et du visage conforme à la norme CSA Z94.3.1, Sélection, utilisation et entretien des lunettes de protection.
 - .4 Lorsque et quand le niveau sonore est plus de 85 décibels, tous les employés sont tenus de porter un dispositif de protection de l'ouïe conforme à la norme CAN/CSA Z94.2, Protecteurs auditifs - Performance, sélection, entretien et utilisation.
 - .5 Lorsqu'ils peuvent être exposés à des fumées toxiques ou à des émanations délétères, à un déficit en oxygène ou à des concentrations élevées de poussières qui présentent un danger pour la vie, la sécurité ou la santé, tous les employés sont tenus de porter un appareil respiratoire conforme à la norme CAN/CSA Z94.4, Choix, utilisation et entretien des appareils de protection respiratoire.
- .4 L'ingénieur prendra les dispositions nécessaires pour que l'entrepreneur soit informé des mesures de sécurité relatives au site dans les quatorze (14) jours suivant l'attribution de la convention d'offre à commandes.

1.11 PANNEAUX ET AVIS
SUR LES LIEUX

- .1 Panneaux et avis de sécurité et instructions:
- .1 Les panneaux et les avis de sécurité ainsi que les instructions seront rédigés dans les deux langues officielles. Les symboles graphiques utilisés seront conformes à la plus récente version de «Signaux et symboles dans le milieu du travail».

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 SIGNALEMENT D'UNE URGENCE</u>	.1	Les numéros de téléphone à composer pour signaler une urgence sont: .1 téléphone de la base: signaler 9-1-1; .2 téléphone cellulaire: 902-427-3333
<u>1.2 APPLICATION DES MESURES DE SÉCURITÉ AU CAS D'INCENDIE</u>	.1	La prescription et l'application des mesures de sécurité au cas d'incendie qui sont obligatoires dans les limites de la base relèvent du chef des pompiers de la base.
	.2	Le personnel de l'entrepreneur doit observer toutes les exigences relatives à la présente section sur le devis, à la dernière édition du Code national du bâtiment du Canada (CNB) et du Code national de prévention des incendies du Canada (CNPI), y compris toutes modifications ultérieures publiées par le Conseil national de recherches du Canada.
<u>1.3 SÉANCE D'INFORMATION EN SÉCURITÉ-INCENDIE</u>	.1	Avant de commencer les travaux visés par la présente offre à commandes, l'ingénieur organisera une réunion de toutes les parties concernées afin d'examiner et de clarifier les mesures de sécurité au cas d'incendie, et, au besoin, une séance d'information avec le chef des pompiers de la base.
<u>1.4 PIQUET D'INCENDIE</u>	.1	Pour tous les travaux à chaud, l'entrepreneur doit assurer le service de guetteurs d'incendie, selon l'importance et le calendrier prévus par le poste des pompiers de l'arsenal maritime lors de la délivrance du permis de travail à chaud.
<u>1.5 EXTINCTEURS</u>	.1	Fournir les extincteurs nécessaires à la protection, en cas d'urgence, des travaux en cours et des installations de l'entrepreneur sur le chantier; les extincteurs fournis doivent avoir les caractéristiques exigées par le chef des pompiers de la base.
<u>1.6 MESURES DE SÉCURITÉ RELATIVES A LA FUMÉE</u>	.1	Il est interdit de fumer sur les propriétés du MDN, sauf aux endroits désignés. Ceci comprend l'usage de tabac, dans les véhicules automobile pour le transport des personnes.

1.6 MESURES DE SÉCURITÉ
RELATIVES A LA FUMÉE
(Cont'd)

- .2 En conformité avec les présentes exigences en matière de sécurité-incendie se rapportant à l'aire des travaux et au site, l'ingénieur et le chef des pompiers de la base désigneront les endroits présentant un risque d'incendie ainsi que les endroits non réglementés où il peut être permis de fumer.
- .3 Il est interdit de fumer dans tous les bâtiments.
- .4 Dans toutes les autres zones, faire preuve de prudence et suivre les directives écrites ou verbales de l'ingénieur relatives à l'utilisation d'articles de fumeur.

1.7 SIGNALLEMENT DES
INCIDENTS D'INCENDIE

- .1 Signaler immédiatement tous les incidents d'incendie de la manière suivante:
 - .1 actionner le dispositif d'alarme le plus proche;
 - .2 composer le 9-1-1 ou le numéro de téléphone indiqué au cours de la séance d'information; et
 - .3 téléphoner l'ingénieur.
- .2 Les personnes qui actionnent le dispositif d'alarme doivent demeurer sur place afin d'indiquer au service d'incendie le chemin vers les lieux du sinistre.
- .3 Lorsqu'un incendie est signalé par téléphone, donner l'emplacement de l'incendie, le nom et le numéro de l'édifice et être prêt à indiquer le chemin vers les lieux du sinistre au service d'incendie.

1.8 SYSTEMES D'ALARME DE
PROTECTION INCENDIE,
INTÉRIEURS ET
EXTÉRIEURS

- .1 Informer au moins quarante-huit (48) heures à l'avance le chef des pompiers de la base de tout travail prévu pouvant nécessiter que les systèmes d'alarme incendie et (ou) de protection soient:
 - .1 être obstrués de quelque manière que ce soit;
 - .2 être fermés ou arrêtés; et / ou
 - .3 être laissés hors service à la fin d'une période ou d'une journée de travail sans autorisation ou directives du chef des pompiers de la base.
- .2 N'entreprendre aucune de ces mesures tant que l'ingénieur n'a pas confirmé l'approbation et les directives du chef des pompiers de la base.

1.8 SYSTEMES D'ALARME DE PROTECTION INCENDIE, INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS <u>(Cont'd)</u>	.3	Les prises d'eau, les réservoirs au sol et les tuyaux souples ne doivent être utilisés qu'aux fins de lutte contre l'incendie, à moins d'une autorisation de l'ingénieur et du chef des pompiers de la base.
---	----	--

1.9 BLOCAGE DE L'ACCES AUX ENGINS D'INCENDI	.1	Informez à l'avance le chef des pompiers de la base de l'exécution de tout travail susceptible de gêner le déplacement des véhicules de lutte contre les incendies, de toute dérogation au dégagement minimal qu'il aura prescrit, de la mise en place de barricades et de l'exécution de travaux d'excavation.
---	----	---

1.10 DÉCHETS ET MATÉRIAUX DE REBUT	.1	Accumuler le moins possible de déchets et de matériaux de rebut.
	.2	Entreposage: <ul style="list-style-type: none">.1 lorsque l'entreposage de déchets d'hydrocarbures dans les zones de travail est nécessaire, faire preuve d'une extrême prudence afin d'assurer une sécurité et une propreté maximales;.2 les chiffons ou les matériaux graisseux ou huileux susceptibles de s'enflammer spontanément doivent être déposés et conservés dans un récipient approuvé par le chef des pompiers de la base et enlevés conformément aux directives de l'ingénieur.
	.3	Il est interdit de brûler des matériaux de rebut.
	.4	Enlèvement des déchets et des matériaux de rebut: <ul style="list-style-type: none">.1 Débarrasser le chantier de tout matériau de rebut à la fin de chaque journée ou de chaque période de travail, ou selon les directives de l'ingénieur.

1.11 LIQUIDES INFLAMMABLES ET COMBUSTIBLES	.1	Utiliser, manutentionner et entreposer les liquides inflammables et combustibles conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada (édition en vigueur) et sont régies par les exigences formulées par le chef des pompiers de la base.
--	----	---

1.11 LIQUIDES
INFLAMMABLES ET
COMBUSTIBLES
(Cont'd)

- .2 On pourra garder sur le chantier jusqu'à 30 litres d'essence, de naphte, de kérosène ou autres liquides inflammables ou combustibles, pourvu que ceux-ci soient conservés dans des récipients approuvés portant le label d'homologation des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. L'entreposage de plus de 30 litres de liquides inflammables ou combustibles en vue de l'exécution de certains travaux devra être approuvé par le chef du service des incendies de la base.
- .3 L'ingénieur se réserve le droit d'exiger l'enlèvement du site de tout conteneur d'entreposage qui n'est pas jugé acceptable par le chef des pompiers de la base.
- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur des bâtiments ou sur les plates-formes de chargement.
- .5 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateurs de chaleur.
- .6 Il est interdit d'utiliser comme diluants ou comme produits de nettoyage des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38 degrés Celsius (naphte ou essence, par exemple).
- .7 Conserver sur le chantier le moins possible de liquides usés inflammables ou combustibles; le cas échéant, les entreposer dans des contenants approuvés rangés dans un endroit sûr et bien ventilé. Transmettre toute demande d'évacuation de ces produits au service des incendies.

1.12 MATIERES
DANGEREUSES

- .1 Exécuter tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques ou d'explosifs, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la sécurité ou la santé conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada et aux mesures prévues par le chef des pompiers de la base.
- .2 Obtenir du chef de service des pompiers de la base une autorisation de travail à chaud pour tous travaux, dans les bâtiments ou les installations, nécessitant des opérations de soudage ou de brûlage ou encore l'utilisation de chalumeaux ou d'appareils générateurs de chaleur.

1.12 MATIERES
DANGEREUSES
(Cont'd)

- .3 Dans le cas de tous les travaux nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur dans des endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion, assurer la présence d'agents de sécurité-incendie équipés du matériel d'extinction approprié. Le chef du service des pompiers de la base délimitera les endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion ainsi que les mesures de sécurité à prendre dans chaque cas. Il incombe à l'entrepreneur de retenir les services d'agents de sécurité-incendie sur le chantier, selon les modalités établies au préalable avec le chef du service des pompiers de la base.
- .4 Assurer une ventilation adéquate et éliminer toutes les sources d'inflammation lorsque des liquides inflammables tels que des vernis et des produits à base d'uréthane sont utilisés. Informer le chef du service des pompiers de la base de l'emploi de tels produits avant le début et à la fin des travaux en question.

1.13 INSPECTIONS
EFFECTUÉES PAR LE
CHEF DU SERVICE DES
INCENDIES

- .1 Les inspections du chantier par le chef du service des pompiers de la base seront coordonnées par l'ingénieur.
- .2 Permettre au chef du service des pompiers de la base le libre accès au chantier.
- .3 Collaborer avec le chef du service des pompiers de la base au cours des inspections périodiques du chantier.
- .4 Corriger immédiatement toute situation jugée dangereuse par le chef du service des pompiers de la base.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- .1 Les entrepreneurs veilleront à ce que leur personnel connaisse bien ces règlements et ces exigences.
- .2 Les règlements relatifs à la sécurité, à la sûreté et aux incendies du Dépôt de munitions des Forces canadiennes Bedford (DMFC) promulgués par le commandant de la base, BFC Halifax, et administrés par le surintendant du DMFC Bedford, Nouvelle-Écosse, sont résumés dans les pages suivantes.
- .3 Le personnel de l'entrepreneur doit obéir à tous les règlements pendant qu'il travaille à l'intérieur des limites du DMFC Bedford.

1.2 RÉUNION DE SÉCURITÉ ET DE SÛRETÉ PRÉALAB AUX TRAVAUX

- .1 Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur doit rencontrer les officiers des règlements relatifs à la sécurité, à la sûreté et à la sécurité incendie du site. Conformément aux directives de l'ingénieur et des officiers des règlements du site, l'entrepreneur s'assurera que tous ses employés reçoivent des instructions détaillées en matière de sécurité, de sûreté et de précautions à prendre contre l'incendie propres à un dépôt de munitions et qu'ils respectent les règlements en tout temps.

1.3 LAISSEZ-PASSER DE SÉCURITÉ

- .1 Les entrepreneurs doivent se présenter au sous-officier responsable des commissionnaires à l'édifice 153; ils doivent donner le nom de tous leurs employés ainsi qu'une description de tous leurs véhicules afin d'obtenir les laissez-passer temporaires nécessaires avant de procéder aux travaux dans les limites du dépôt.

1.4 CONDITIONS D'ACCES

- .1 Tous les visiteurs se verront délivrer un laissez-passer quotidien et devront signer un accusé de réception indiquant qu'ils sont au courant des conditions d'accès suivantes et consentent à celles-ci.
- .2 La personne à qui ce laissez-passer est délivré accepte de le remettre à l'agent de sûreté posté à la guérite à la fin du contrat ou de l'emploi au DMFC Bedford.
- .3 Tous les véhicules qui pénètrent dans le DMFC Bedford et en sortent peuvent être soumis à une fouille afin de s'assurer qu'aucun article interdit n'y est introduit ou qu'aucun produit de contrebande n'en est retiré.

- 1.5 SERVICES D'INCENDIE DU DMFC BEDFORD
- .1 Le service des incendies du MDN assure la lutte contre les incendie au DMFC Bedford du lundi au vendredi, de 7h30 à 16h. Les travaux visés par le présent contrat doivent être terminés à 15h30 tous les jours. En dehors de ces heures, l'intervention en cas d'incendie est assurée par la Municipalité régionale d'Halifax (MRH). L'entrepreneur communiquera avec le chef de peloton de l'arsenal, au numéro de téléphone 427-0550, poste 3500, avant d'exécuter des travaux pendant les heures de fermeture.
- 1.6 FOUILLES
- .1 Le Corps canadien des commissionnaires peut en tout temps effectuer une fouille personnelle des personnes qui se trouvent à l'intérieur du dépôt de munitions. Les véhicules qui pénètrent dans le dépôt et en sortent peuvent être soumis à une fouille afin d'assurer qu'aucun produit de contrebande n'est introduit dans la zone des explosifs et qu'aucun bien n'en est retiré sans autorisation.
- 1.7 ALARMES
- .1 Alarmes du dépôt:
- .1 Une sirène d'alarme retentit uniquement en cas d'urgence comme un incendie, une explosion, un orage ou une évacuation. Une sirène retentit également pour indiquer une «fin d'alerte».
- .2 Alarme d'incendie:
- .1 Le système d'alarme incendie du dépôt émet une série de signaux sonores d'intensité «ÉLEVÉE à FAIBLE» pour indiquer qu'il y a une urgence dans la zone des explosifs. Les entrepreneurs doivent alors cesser leurs activités et se rendre, dans leurs propres véhicules, jusqu'à la sortie la plus proche, à l'écart de la zone des explosifs. Lorsqu'aucun véhicule n'est disponible, ils doivent se rendre jusqu'au lieu de rassemblement le plus proche, soit l'édifice 169 ou 143.
- .3 Orage:
- .1 Le système d'alarme incendie du dépôt émet une série de signaux sonores pour lancer un avertissement d'orage. Les entrepreneurs doivent alors cesser leurs activités et se rendre, dans leurs propres véhicules, jusqu'à la sortie la plus proche, à l'écart de la zone des explosifs. Lorsqu'aucun véhicule n'est disponible, ils doivent se rendre jusqu'au lieu de rassemblement le plus proche, soit l'édifice 169 ou 143.

1.7 ALARMES
(Cont'd)

- .4 Évacuation:
- .1 Le système d'alarme incendie du dépôt émet une série de signaux sonores lents pour indiquer que le surintendant a donné l'ordre d'évacuer la zone des explosifs. Cette évacuation pourrait s'étendre à la zone sans explosifs et à tout autre endroit, selon les ordres du surintendant.
- .5 Fin d'alerte:
- .1 Le système d'alarme incendie du dépôt émet une sonnerie continue pour indiquer la fin de l'état d'alerte.

1.8 SIGNALEMENT D'UN
INCENDIE

- .1 Qu'ils aient été éteints ou non, tous les incendies doivent être signalés immédiatement au service d'incendie de la base.
- .2 Tous les entrepreneurs et les employés doivent bien connaître l'emplacement des avertisseurs d'incendie ou des téléphones les plus proches.
- .3 Les incendies peuvent être signalés en déclenchant l'avertisseur d'incendie public le plus proche ou en composant le 9-1-1. Les personnes qui signalent un incendie doivent demeurer près de l'avertisseur d'incendie ou du téléphone jusqu'à l'arrivée du service d'incendie et être prêtes à indiquer le chemin vers les lieux du sinistre au service d'incendie.

1.9 ARTICLES INTERDITS

- .1 L'introduction des articles suivants dans la zone des explosifs est interdite et (ou) contrôlée. Le surintendant peut autoriser l'introduction des articles suivants:
- .1 les allumettes ou tout autre équipement producteur de flammes (y compris les allume-cigarettes);
- .2 les pipes, les produits du tabac, les appareils ou les articles de fumeur quels qu'ils soient;
- .3 les explosifs ou les produits chimiques;
- .4 les lumières, les lampes, les appareils ou les outils électriques qui ne sont pas à l'épreuve des explosions;
- .5 les appareils photographiques;
- .6 la nourriture et les boissons; et

1.9 ARTICLES INTERDITS
(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
 - .7 le matériel de transmission (comme les récepteurs portatifs, les téléphones cellulaires, les démarreurs à distance, les ouvre-portes de garage, etc.).
- .2 L'introduction, la possession ou la consommation de boissons alcoolisées, de narcotiques ou de toute substance intoxicante dans les limites du dépôt de munitions est interdite.
- .3 Tout matériel de ce type découvert dans le cadre d'une fouille sera saisi par les agents de sécurité du site et détenu à la guérite.

1.10 REGLEMENT RELATIF A
LA SÉCURITÉ ET AUX
INCENDIES

- .1 Fumée:
 - .1 Il est formellement interdit de fumer dans les zones des explosifs.
- .2 Bâtiments:
 - .1 Il est interdit de fumer dans tous les bâtiments.
- .3 Mesures de sécurité relatives à l'équipement électrique et électronique:
 - .1 Toute personne qui utilise ou entretient de l'équipement électrique et électronique requérant une tension supérieure à 50 V doit informer les officiers de sécurité et de sécurité-incendie du chantier de toutes les règles de sécurité énoncées dans les manuels de fonctionnement et d'instruction de cet équipement.
- .4 Substances inflammables, explosifs ou produits chimiques:
 - .1 Au besoin, l'introduction de substances inflammables, d'explosifs ou de produits chimiques dans la zone des explosifs peut être autorisée, pourvu que l'officier de sécurité du dépôt et le service d'incendie du dépôt en aient été informés et que le surintendant ait donné son autorisation. Lorsque leur introduction a été autorisée, ces articles peuvent être transportés par les entrepreneurs, pourvu que le service d'incendie du dépôt ait été informé du corridor de transport et que des extincteurs d'incendie adéquats soient disponibles.
- .5 Flamme nue ou soudage:

1.10 REGLEMENT RELATIF A LA SÉCURITÉ ET AUX INCENDIES
(Cont'd)

- .5 (Cont'd)
- .1 Tous les travaux requérant le coupage, le soudage ou l'utilisation d'appareils à flamme nue à l'intérieur de bâtiments contenant des explosifs ou près de ceux-ci doivent avoir été préalablement approuvés. L'officier de la sécurité-incendie inspectera la zone des travaux afin de s'assurer qu'elle dispose d'extincteurs d'incendie et de dispositifs de premiers soins adéquats et que des guetteurs d'incendie y sont postés.
- .6 Contenants de distribution de carburant:
- .1 Les entrepreneurs doivent s'assurer que tous leurs contenants de distribution de carburant satisfont aux normes suivantes ou les dépassent:
- .1 bidons de sécurité de type II, étanches et en tôle plombée, homologués par les Laboratoires des assureurs (UL) et approuvés par la Mutuelle des manufacturiers;
- .2 bidons munis d'un bouchon à ressort qui s'ouvre pour laisser s'échapper la vapeur et se referme automatiquement lorsque la pression interne est relâchée;
- .3 bidons munis d'un pistolet de distribution en métal flexible ou rigide qui empêche la production d'étincelles statiques;
- .4 norme de réception: contenants Protectoseal, modèles nos 247, 249, 8410 et 8420;
- .5 autres produits acceptables: contenants Safe-T-Way; et
- .6 tout autre modèle de contenant doit être approuvé par le chef des pompiers de la base.
- .7 Toute infraction à l'un des règlements précités entraînera l'annulation immédiate du laissez-passer de sécurité du contrevenant et son expulsion immédiate du site.

1.11 REGLEMENT SUR LA CIRCULATION

- .1 Véhicules:
- .1 Tous les opérateurs doivent obéir rigoureusement aux règles suivantes lorsqu'ils circulent dans le dépôt de munitions.

1.11 REGLEMENT SUR LA
CIRCULATION

(Cont'd)

.1 (Cont'd)

.1 (Cont'd)

- .1 Les conducteurs éviteront de laisser tourner au ralenti le moteur de leur véhicule ou de laisser sans surveillance les véhicules garés entre les bâtiments ou les traverses.
- .2 Les conducteurs éviteront de conduire un véhicule dans le sens inverse de celui indiqué sur les panneaux annonçant une voie «à sens unique».
- .3 Il est interdit en tout temps de conduire un véhicule à une vitesse supérieure à 25 kilomètres à l'heure à l'intérieur de la zone du dépôt.
- .4 Il est interdit en tout temps de conduire un véhicule à une vitesse supérieure à 8 kilomètres à l'heure entre les murs pare-souffle et les bâtiments à l'intérieur de la zone du dépôt.
- .5 Aucun véhicule ne sera laissé sans surveillance à moins de 10 mètres d'une prise d'eau d'incendie ou à moins de 30 mètres d'un bâtiment où sont entreposés des explosifs.
- .6 Tous les véhicules seront munis d'un extincteur dont la taille et le type permet d'éteindre un incendie qui se déclarerait à bord de ceux-ci.

.2 Routes d'accès:

- .1 Les routes et les bâtiments qui se trouvent à l'intérieur du DMFC Bedford doivent être accessibles en tout temps en cas d'incendie ou d'urgence. Les entrepreneurs qui ont besoin d'obstruer les routes d'accès dans le cadre de l'exécution des travaux s'assureront qu'une voie de chaque route est praticable en tout temps. Les véhicules qui ne sont pas nécessaires au transport du personnel jusqu'à la sortie la plus proche seront garés sur le bord de la route, à l'écart du bâtiment le plus proche.

.3 Ravitaillement en carburant:

1.11 REGLEMENT SUR LA
CIRCULATION
(Cont'd)

- .3 (Cont'd)
- .1 Il est interdit de ravitailler en carburant les véhicules qui se trouvent à l'intérieur des zones des explosifs. Le remplissage de carburant du matériel léger (tondeuses à gazon, scies à chaîne, etc.) ne peut être fait qu'aux endroits désignés par l'officier de sécurité et par l'officier de la sécurité-incendie. Les pratiques en matière de sécurité se rapportant au ravitaillement du matériel chaud doivent toutes être respectées. Des extincteurs d'incendie adéquats correspondant aux types recommandés par l'officier de la sécurité-incendie doivent être fournis. Seuls les contenants distributeurs de sécurité approuvés et précisés à l'alinéa 1.10.6 seront autorisés dans les limites du dépôt de munitions.
- .4 Toute infraction à l'un des règlements précités entraînera l'annulation immédiate du laissez-passer du véhicule et l'expulsion immédiate du contrevenant du site.

PARTIE 2 - PRODUITS

- 2.1 SANS OBJET .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- 3.1 SANS OBJET .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 AUTORISATION D'ACCES AUX EMPLACEMENTS

- .1 Les employés des entrepreneurs doivent chaque matin se présenter au poste de garde principal, signer le registre et obtenir un insigne d'identité qu'ils doivent porter sur eux en tout temps. Lorsqu'ils quittent le complexe à la fin de la journée ou à la pause déjeuner, les employés des entrepreneurs doivent se présenter au poste de garde principal, remettre l'insigne et signer le registre.

1.2 STATIONNEMENT

- .1 Les véhicules des entrepreneurs seront autorisés à circuler dans le périmètre intérieur, pourvu qu'ils circulent pendant de courtes périodes de temps pour charger ou décharger du matériel et du ravitaillement et qu'ils soient ensuite déplacés dans le parc de stationnement supérieur adjacent à la route Windmill ou dans la rue. Le superviseur sur place de la société contractante est autorisé à garer son véhicule pendant de courtes périodes de temps à l'une des places de stationnement réservées aux visiteurs ou, si ces places sont occupées, à garer celui-ci dans le périmètre intérieur lorsqu'il effectue ses visites régulières de progression de l'ouvrage. Il est important de signaler que les véhicules des entrepreneurs qui entrent dans le périmètre intérieur peuvent être soumis, au moment de leur départ, à une fouille qui sera effectuée par le commissionnaire de service. En cas d'abus, RDDC Atlantique se réserve le droit de limiter le droit de stationnement susmentionné.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 DÉFINITIONS

- .1 Pollution et dommages à l'environnement:
 - .1 Présence d'éléments ou d'agents chimiques, physiques ou biologiques qui ont un effet nuisible sur la santé et le bien-être des personnes, qui altèrent les équilibres écologiques importants pour les humains et qui constituent une atteinte aux espèces jouant un rôle important pour ces derniers ou qui dégradent les caractères esthétique, culturel et / ou historique de l'environnement.
- .2 Protection de l'environnement:
 - .1 Prévention / maîtrise de la pollution et de la perturbation de l'habitat et de l'environnement durant la construction. La prévention de la pollution et des dommages à l'environnement couvre la protection des sols, de l'eau, de l'air, des ressources biologiques et culturelles; elle comprend également la gestion de l'esthétique visuelle, du bruit, des déchets solides, chimiques, gazeux et liquides, de l'énergie rayonnante, des matières radioactives et des autres polluants.

1.2 FEUX

- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier sont interdits.

1.3 DRAINAGE

- .1 Prévoir le drainage et le pompage temporaires nécessaires pour garder les excavations et le chantier à sec.
- .2 S'assurer que l'eau pompée vers un cours d'eau, un réseau d'égout ou un système d'évacuation ou de drainage ne contient pas de matières en suspension.
- .3 Assurer l'évacuation ou l'élimination des eaux contenant des matières en suspension ou des substances nocives conformément aux exigences des autorités locales.

1.4 DÉFRICHEMENT DU CHANTIER ET PROTECTION DES PLANTES

- .1 Assurer la protection des arbres et des plantes sur le chantier et sur les propriétés adjacentes, selon les indications.

1.4 DÉFRICHEMENT DU
CHANTIER ET PROTECTION
DES PLANTES
(Cont'd)

- .2 Protéger les arbres et les arbustes adjacents au chantier de construction, aux aires d'entreposage et aux voies de camionnage. Entourer les arbres et les arbustes d'une cage protectrice en bois d'une hauteur d'au moins 2 m à partir du niveau du sol.
- .3 Durant les travaux d'excavation et de terrassement, protéger jusqu'à la ligne d'égouttement les racines des arbres désignés, afin qu'elles ne soient pas déplacées ni endommagées.
 - .1 Éviter de circuler et de décharger ou d'entreposer des matériaux inutilement au-dessus de la zone racinaire des arbres protégés.
- .4 Réduire au minimum l'enlèvement de la terre végétale et de la végétation.
- .5 N'enlever des arbres que dans les zones indiquées ou désignées par l'ingénieur.

1.5 TRAVAUX EXÉCUTÉS À
PROXIMITÉ DES COURS
D'EAU

- .1 Les engins de construction doivent être utilisés depuis le rivage seulement.
- .2 Les cours d'eau doivent demeurer exempts de déblais, de matériaux de rebut ou de débris.
- .3 Concevoir et construire les ponceaux ou les autres ouvrages temporaires de franchissement des cours d'eau de manière à réduire l'érosion au minimum.
- .4 Éviter les frayères indiquées, lors de la construction de ponceaux ou d'autres ouvrages temporaires de franchissement des cours d'eau.

1.6 PRÉVENTION DE LA
POLLUTION

- .1 Entretenir les installations temporaires destinées à prévenir l'érosion et la pollution, et mises en place en vertu du présent contrat.
- .2 Assurer le contrôle des émissions produites par le matériel et l'outillage conformément aux exigences des autorités locales.
- .3 Arroser les matériaux secs et recouvrir les déchets afin d'éviter que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris. Supprimer la poussière sur les chemins temporaires.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 La partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail (dernière édition, y compris toutes les modifications).
- .2 La partie 12 du «Nova Scotia Occupational Health and Safety Regulations» (dernière édition, y compris toutes les modifications).
- .3 La publication de l'organisme American Conference of Governmental Industrial Hygienists des États Unis intitulée Threshold Limit Values For Chemical Substances and Physical Agents and Biological Indices.

1.2 DESCRIPTION

- .1 Cette section présente les règlements et les mesures d'urgence qui doivent être suivis pour assurer la sécurité des activités à l'intérieur et à proximité des espaces clos potentiellement dangereux.
- .2 Les normes de sécurité présentées dans cette section s'appliquent aux entrepreneurs et consultants et à leurs employés, aux matériaux, aux ouvrages et immeubles dans l'ensemble de la base des Forces canadiennes Halifax.
- .3 Toute personne qui entre dans un espace clos ou agit à titre d'observateur ou de sauveteur aura reçu une formation complète sur toutes les procédures, conformément à la référence mentionnée à l'alinéa 1.2.1.
- .4 Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer du respect des dispositions de la présente section et des normes mentionnées à l'alinéa 1.2.1.

1.3 RESTRICTIONS

- .1 Aucun entrepreneur, consultant ou employé d'un entrepreneur ou d'un consultant:
 - .1 n'est autorisé à entrer dans un espace clos dangereux avant d'avoir reçu une évaluation, écrite et rédigée dans un langage que l'employé et (ou) l'entrepreneur comprend, du niveau d'exposition à des risques dans l'espace clos; l'entrée dans un espace clos sera effectuée conformément à la présente section et aux exigences formulées à l'alinéa 1.2.1;

1.3 RESTRICTIONS
(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
- .2 ne peut entrer dans un espace clos dangereux avant qu'un permis d'entrée sécuritaire ait été affiché sur les lieux du travail et qu'une copie ait été versée au dossier.

1.4 DÉFINITIONS

- .1 Les définitions suivantes s'appliquent à la présente section:
 - .1 Espace clos:
 - .1 Désigne un réservoir, une cuve de traitement, une enceinte souterraine, un tunnel ou tout autre espace qui n'est ni conçu pour être occupé par des personnes, ni destiné à l'être, sauf pour l'exécution d'un travail:
 - .1 qui a des voies d'entrée et de sortie restreintes;
 - .2 qui a une mauvaise aération naturelle;
 - .3 où la quantité d'oxygène dans l'atmosphère peut être inadéquate; ou
 - .4 dont l'air peut contenir une substance dangereuse.
 - .2 Substance dangereuse:
 - .1 Désigne une substance ou un agent chimique, biologique et physique dont une propriété présente un risque pour la santé et la sécurité de quiconque y est exposé.
 - .3 Personne qualifiée:
 - .1 Désigne une personne possédant les connaissances, la formation et l'expérience voulues pour accomplir comme il convient et en toute sécurité une tâche particulière.
 - .4 Catégorie d'espaces clos:

1.4 DÉFINITIONS
(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
- .4 (Cont'd)
- .1 Désigne un ensemble d'au moins deux espaces clos susceptibles, en raison de leurs similarités, de présenter les mêmes risques pour les personnes qui y entrent, en sortent ou y séjournent. Le MDN a établi les catégories d'espaces clos A, B et C, selon l'évaluation des risques.
- .1 Catégorie A - espace clos dangereux:
- .1 Tout espace clos qui ne peut être rendu sécuritaire par une aération et maintenu sécuritaire lorsqu'il est verrouillé, vidé et purgé, et que toutes les autres mesures ont été prises.
- .2 Catégorie B - espace clos:
- .1 Il existe des risques qui peuvent être éliminés par une aération, un verrouillage, un vidage et une purge.
- .3 Catégorie C - espace considéré comme clos:
- .1 Certaines conditions pourraient faire de cet endroit un espace clos.

1.5 RISQUES COMMUNS

- .1 Les risques communs des espaces clos que doivent surveiller les entrepreneurs sont les suivants:
- .1 les vapeurs toxiques produites par les cambouis ou les fuites dans l'espace en question;
- .2 les gaz et les vapeurs inflammables susceptibles de prendre feu ou d'exploser;
- .3 un pourcentage d'oxygène dans l'espace clos inférieur à 19,5 p. 100 ou supérieur à 23 p. 100 (le pourcentage normal étant de 20,9 p. 100);
- .4 les chocs électriques causés par des outils, des lampes ou tout autre équipement électrique;

<u>1.5 RISQUES COMMUNS (Cont'd)</u>	.1	(Cont'd)
	.5	les brûlures chimiques produites par des matières corrosives ou les blessures causées par des matières produisant des dermatites;
	.6	les brûlures produites par la vapeur haute pression, l'eau chaude ou le mazout;
	.7	l'air haute pression;
	.8	les dangers physiques produits par les glissades, les chutes, les objets saillants ou qui les chutes d'objet; et
	.9	la corrosion excessive de composantes métalliques.
<u>1.6 PERMIS D'ENTRÉE DANS UN ESPACE CLOS</u>	.1	Si l'entrepreneur doit entrer dans un espace clos, il doit fournir à l'ingénieur un permis d'entrée, le remplir en trois exemplaires et le retourner à l'ingénieur avant que l'accès soit autorisé. Une copie du permis d'entrée sera affichée sur le lieu des travaux. L'original sera transmis à l'officier de la sécurité générale de l'unité.
<u>1.7 VÉRIFICATIONS</u>	.1	Avant de faire entrer quelqu'un dans un espace clos, l'entrepreneur doit fournir les services d'une personne qualifiée qui s'assurera:
	.1	Que les ouvertures permettant d'entrer dans l'espace clos et d'en sortir sont suffisamment grandes pour permettre le passage d'une personne munie d'un équipement de protection individuelle, ces ouvertures pouvant être:
	.1	un trou d'homme; ou
	.2	toute autre ouverture franche;
	.2	Que l'entrée de tout liquide ou solide qui s'écoule librement ou de matière dangereuse a été prévenue par un moyen sûr de débranchement ou par obturation des brides, et que tout liquide dans lequel une personne pourrait se noyer ou tout solide qui s'écoule librement dans lequel elle pourrait être prise au piège a été évacué de l'espace clos.

1.7 VÉRIFICATIONS
(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
- .3 Que l'outillage électrique et l'équipement mécanique qui pourraient présenter un risque pour la personne ont été débranchés de leur source d'alimentation, réelle ou résiduelle, et verrouillés en position fermée par la personne qui entre dans l'espace clos (Remarque: la personne qui a verrouillé l'équipement doit garder la clé jusqu'à ce que les travaux soient achevés et qu'elle ait déverrouillé l'équipement; il est également recommandé d'enlever les fusibles.);
- .4 D'évaluer la teneur en oxygène, la combustibilité et la toxicité des substances dangereuses (dans cet ordre) (p. ex., oxygène, vapeurs et gaz explosifs, sulfure d'hydrogène, puis monoxyde de carbone):
- .1 Les tests de teneur en oxygène, de combustibilité et de toxicité doivent être effectués à l'aide d'une sonde au point d'entrée dans l'espace clos dont le couvercle est en place; si aucun danger n'est détecté, le couvercle sera ensuite enlevé.
- .2 Si on a détecté une insuffisance d'oxygène, une atmosphère susceptible d'exploser ou des substances toxiques, l'accès à l'espace clos sera interdit jusqu'à ce qu'il soit rendu sécuritaire au moyen d'une purge et d'une aération adéquates.
- .3 L'espace clos tout entier doit alors faire l'objet d'un test de déficit en oxygène, de combustibilité et de toxicité; s'il subsiste, malgré la purge et l'aération, une possibilité de déficit en oxygène, d'atmosphère combustible ou de substances dangereuses pouvant dépasser les limites acceptables, ces tests seront effectués uniquement par une personne qui porte l'équipement de protection individuel (EPI) requis, comme un appareil respiratoire à adduction d'air pur, des gants protecteurs, un harnais, etc. (si les tests doivent être effectués dans l'espace clos).
- .5 Qu'une vérification, au moyen de tests, est effectuée afin de s'assurer que les spécifications suivantes peuvent être respectées et maintenues pendant que la personne se trouve dans l'espace clos:

1.7 VÉRIFICATIONS
(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
- .5 (Cont'd)
- .1 La concentration de tout agent chimique ou d'une combinaison d'agents chimiques dans l'espace clos à laquelle la personne sera vraisemblablement exposée n'entraînera pas l'exposition de la personne:
- .1 à une valeur supérieure à la limite donnée pour cet agent chimique ou pour cette combinaison d'agents chimiques autre que la poussière cérialière, tel que prévu dans la deuxième référence;
- .2 à une concentration de poussière cérialière respirable et non respirable dans l'air supérieure à 10 mg par mètre cube, sous réserve de l'alinéa 1.8.1.5.2;
- .3 est inférieure à 50 p. 100 de la limite explosive inférieure de l'agent chimique ou de la combinaison d'agents chimiques, sous réserve de l'alinéa 1.8.1.5.2.
- .2 S'il y a une source d'inflammation, la concentration ne dépasse pas 10 p. 100 de la limite explosive inférieure de l'agent chimique ou de la combinaison d'agents chimiques dans l'air.
- .3 La concentration d'une substance dangereuse, autre qu'un agent chimique, dans l'air de l'espace clos, ne présente pas de risques pour la sécurité ou la santé de la personne.
- .4 Le pourcentage d'oxygène dans l'espace clos est d'au moins 19,5 p. 100 et d'au plus 23 p. 100 en volume à la température normale.
- .6 Que l'espace clos a été purgé et aéré de manière à fournir une atmosphère de travail sécuritaire et qu'en cas de panne de l'équipement d'aération:
- .1 l'employé dispose d'un temps suffisant pour sortir de l'espace clos avant que l'atmosphère soit contaminée;

1.7 VÉRIFICATIONS
(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
- .6 (Cont'd)
 - .2 l'équipement d'aération est soit muni d'une alarme approuvée, soit surveillé par un employé qui demeure en permanence près de l'équipement et est en communication avec le ou les travailleurs qui se trouvent dans l'espace clos.
- .7 Que la personne qualifiée consigne, dans un rapport signé, les résultats des tests mentionnés dans les paragraphes précédents, y compris les résultats des essais et une liste du matériel de mesure utilisé, et s'assure que ces résultats sont remis à l'ingénieur et à l'officier de sécurité.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 ÉQUIPEMENT

- .1 L'équipement de protection individuel (EPI) indiqué sur le permis de travail dans le lieu sera utilisé lorsqu'une personne entre dans l'espace clos. L'EPI adéquat dépend de la nature de l'exposition et peut comprendre des lunettes à coques, des casques de protection, des chaussures de sécurité, un vêtement de protection complet ou un appareil respiratoire convenable. Soulignons que l'EPI ne remplace pas une aération adéquate. Lorsqu'il est mentionné dans le formulaire d'évaluation des risques que cela est nécessaire, les travailleurs porteront un appareil respiratoire autonome d'urgence ayant une réserve d'air continu de cinq minutes (SKAT-PAK de SCOTT) et disposeront d'un toximètre en tout temps lorsqu'ils se trouvent dans l'espace clos. L'entrepreneur fournira l'équipement de protection individuel nécessaire à ses employés.

2.1 ÉQUIPEMENT
(Cont'd)

- .2 Tous les travailleurs porteront un harnais de sécurité adéquat solidement attaché à un câble de sauvetage lorsqu'ils entreront dans un espace clos: muni d'un seul trou d'homme ou d'une seule ouverture au-dessus, où un sauvetage peut être difficile, pouvant comporter des risques de gaz, de vapeurs, de poussières et de brouillards nocifs, de déficit en oxygène ou de températures élevées, ou lorsque la protection des voies respiratoires est nécessaire. L'extrémité libre du câble de sauvetage attaché est fixée à l'extérieur de l'espace clos. Le câble de sauvetage doit être suffisamment long pour atteindre de l'extérieur tout point de travail à l'intérieur de l'espace clos et suffisamment solide pour supporter le poids du travailleur. Un appareil de levage à trois pieds (pour usage vertical uniquement) sera en place avant et pendant le travail dans un espace clos. Un appareil respiratoire à pression positive adéquat destiné au sauvetage et (ou) à l'extraction des personnes qui travaillent dans l'espace clos sera disponible sur place. L'entrepreneur fournira tout le matériel de sauvetage requis.
- .3 Exigence minimale en matière d'équipement:
- .1 Espace clos de catégorie A:
- .1 Un ventilateur, un détecteur de gaz multiples, un système de communication, un harnais de sécurité, un système d'extraction, un appareil respiratoire autonome (ARA) ou un appareil de protection respiratoire à adduction d'air (à porter en tout temps) ainsi qu'un double de l'équipement susmentionné rangé à l'entrée de l'espace clos en cas de sauvetage d'urgence.
- .2 Espace clos de catégorie B:
- .1 Un ventilateur, un détecteur de gaz multiples, un système de communication, un harnais de sécurité, un système d'extraction, un appareil respiratoire autonome (ARA) ou un appareil de protection respiratoire à adduction d'air sur place, à l'entrée de l'espace clos en cas de sauvetage d'urgence.
- .3 Espace clos de catégorie C:
- .1 Un détecteur de gaz multiples, un système de communication et un appareil SCAT-PAK.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 CONDITIONS D'ENTRÉE

- .1 Avant toute entrée dans un espace clos, les conditions qui suivent doivent être satisfaites afin qu'une intervention en cas d'urgence puisse être effectuée dans le délai le plus court:
 - .1 au moins une personne fera le guet devant l'espace clos et:
 - .1 n'accomplira aucune autre tâche qui puisse la distraire de sa tâche d'observation de la ou des personnes qui se trouvent dans l'espace clos;
 - .2 contrôlera le ou les câbles de sauvetage attachés à la ou les personnes qui se trouvent dans l'espace clos et s'assurera que le câble de sauvetage est fixé à un objet solide;
 - .3 sera munie d'un harnais de sécurité;
 - .4 assurera un contact radio continu avec les personnes qui se trouvent dans l'espace clos ou pourra observer la ou les personnes qui se trouvent dans l'espace clos (Remarque: les radios ne doivent pas être utilisées dans une atmosphère combustible.);
 - .5 sera en mesure d'appeler au secours (personnel qualifié) en cas de situation d'urgence;
 - .6 aura reçu une formation en mesures d'urgence et en secourisme général.
 - .2 Outre l'observateur, une autre personne (sauveteur) sera présente à l'entrée des espaces clos de catégorie A. Cette personne:
 - .1 portera tout l'équipement de protection individuel (EPI) nécessaire, y compris un harnais, un câble de sauvetage et un appareil respiratoire à pression positive (au besoin);
 - .2 sera présente en tout temps lorsqu'une ou des personnes travaillent dans un espace clos;
 - .3 aura reçu une formation en mesures d'urgence et en secourisme général;

3.1 CONDITIONS D'ENTRÉE
(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
- .2 (Cont'd)
- .4 n'entrera pas dans l'espace clos, à moins que ce ne soit pour sauver la ou les personnes qui y travaillent et cela, uniquement après avoir demandé de l'aide et revêtu l'équipement de protection nécessaire.
- .3 Si l'observateur ou la personne additionnelle (le sauveteur, s'il est présent) doit quitter l'entrée de l'espace clos, les personnes qui y travaillent doivent en sortir jusqu'au retour de l'observateur ou de la personne additionnelle. Les conditions énoncées aux paragraphes 1.6 et 1.7 doivent être satisfaites avant le retour dans l'espace clos.
- .4 Au moins trois (3) personnes seront présentes pendant l'entrée et le travail dans un espace clos de catégorie A (travailleur, observateur et sauveteur) et deux (2) personnes dans les espaces clos de catégorie B et C (travailleur et observateur). Lorsque les conditions le justifient, une autre personne est requise pour intervenir en cas d'urgence.
- .5 L'aide additionnelle sera obtenue auprès du service d'incendie du MDN, au numéro de téléphone local 427-3333.
- .6 Quiconque entre dans un espace clos pour y secourir une personne portera l'équipement de protection individuel complet requis, y compris un appareil respiratoire à pression positive; un observateur sera également sur place.

3.2 ESSAI ET ENTRETIEN DE
L'ÉQUIPEMENT

- .1 Les appareils testeurs, les harnais de sécurité, les câbles de sécurité, les appareils respiratoires, l'équipement d'aération et tout autre équipement utilisés par l'entrepreneur dans le cadre de l'entrée dans un espace clos seront inspectés, entretenus et testés par une personne qualifiée, aussi souvent que nécessaire, mais pas moins souvent que ne le recommande le fabricant ou selon les directives écrites de l'ingénieur ou de l'officier de sécurité, afin de s'assurer qu'ils sont en bon état d'utilisation en tout temps.

3.3 REGLEMENTS

- .1 En cas d'incompatibilité entre les dispositions de la présente section et les documents sources (la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail, et de la partie 12 du «Nova Scotia Occupational Health and Safety Regulations», y compris toutes les modifications), ce sont les dispositions les plus rigoureuses qui s'appliquent.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 QUALITÉ

- .1 Les produits, les matériaux, les matériels, les appareils et les pièces utilisés pour l'exécution des travaux doivent être neufs, en parfait état et de la meilleure qualité pour les fins auxquelles ils sont destinés. Au besoin, fournir une preuve établissant la nature, l'origine et la qualité des produits fournis.
- .2 Les produits trouvés défectueux avant la fin des travaux seront refusés, quelles que soient les conclusions des inspections précédentes. Les inspections n'ont pas pour objet de dégager l'entrepreneur de ses responsabilités, mais simplement de réduire les risques d'omission ou d'erreur. L'entrepreneur devra assurer l'enlèvement et le remplacement des produits défectueux à ses propres frais, et il sera responsable des retards et des coûts qui en découlent.
- .3 En cas de conflit quant à la qualité ou à la convenance des produits, seul l'ingénieur pourra trancher la question en se fondant sur les exigences des documents contractuels.
- .4 Sauf indication contraire dans le devis, favoriser une certaine uniformité en s'assurant que les matériaux ou les éléments d'un même type proviennent du même fabricant.

1.2 FACILITÉ D'OBTENTION DES PRODUITS

- .1 Immédiatement après la signature du contrat, prendre connaissance des exigences relatives à la livraison des produits et prévoir tout retard éventuel. Si des retards dans la livraison des produits sont prévisibles, en aviser l'ingénieur afin que des mesures puissent être prises pour leur substituer des produits de remplacement ou pour apporter les correctifs nécessaires, et ce, suffisamment à l'avance pour ne pas retarder les travaux.
- .2 Si l'ingénieur n'a pas été avisé des retards de livraison prévisibles au début des travaux, et s'il semble probable que l'exécution des travaux s'en trouvera retardée, l'ingénieur se réserve le droit de substituer aux produits prévus d'autres produits comparables qui peuvent être livrés plus rapidement, sans que le prix du contrat en soit pour autant augmenté.

1.3 ENTREPOSAGE,
MANUTENTION ET
PROTECTION DES
PRODUITS

- .1 Manutentionner et entreposer les produits en évitant de les endommager, de les altérer ou de les salir, et en suivant les instructions du fabricant, le cas échéant.
- .2 Entreposer dans leur emballage d'origine les produits groupés ou en lots; laisser intacts l'emballage, l'étiquette et le sceau du fabricant. Ne pas déballer ou délier les produits avant le moment de les incorporer à l'ouvrage.
- .3 Les produits susceptibles d'être endommagés par les intempéries doivent être conservés sous une enceinte à l'épreuve de celles-ci.
- .4 Les liants hydrauliques ne doivent pas être déposés directement sur le sol ou sur un plancher en béton, ni être en contact avec les murs.
- .5 Le sable destiné à être incorporé dans les mortiers et les coulis doit demeurer sec et propre. Le stocker sur des plates-formes en bois et le couvrir de bâches étanches par mauvais temps.
- .6 Déposer le bois de construction ainsi que les matériaux en feuilles, en panneaux sur des supports rigides, plats, pour qu'ils ne reposent pas directement sur le sol. Donner une faible pente afin de favoriser l'écoulement de l'eau de condensation.
- .7 Entreposer et mélanger les produits de peinture dans un local chauffé et bien aéré. Tous les jours, enlever les chiffons huileux et les autres déchets inflammables des lieux de travail. Prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les risques de combustion spontanée.
- .8 Remplacer sans frais supplémentaires les produits endommagés, à la satisfaction de l'ingénieur.
- .9 Retoucher à la satisfaction de l'ingénieur les surfaces finies en usine qui ont été endommagées. Utiliser, pour les retouches, des produits identiques à ceux utilisés pour la finition d'origine. Il est interdit d'appliquer un produit de finition ou de retouche sur les plaques signalétiques.

1.4 TRANSPORT

- .1 Payer les frais de transport des produits requis pour l'exécution des travaux.
- .2 Les frais de transport des produits fournis par le Maître de l'ouvrage seront assumés par l'ingénieur. Assurer le déchargement, la manutention et l'entreposage de ces produits.

1.5 INSTRUCTIONS DU FABRICANT

- .1 Sauf prescription contraire dans le devis, installer ou mettre en place les produits selon les instructions du fabricant. Ne pas se fier aux indications inscrites sur les étiquettes et les contenants fournis avec les produits. Obtenir directement du fabricant un exemplaire de ses instructions écrites.
- .2 Aviser par écrit l'ingénieur de toute divergence entre les exigences du devis et les instructions du fabricant, de manière qu'il puisse prendre les mesures appropriées.
- .3 Si les instructions du fabricant n'ont pas été respectées, l'ingénieur pourra exiger, sans que le prix contractuel soit augmenté, l'enlèvement et la repose des produits qui ont été mis en place ou installés incorrectement.

1.6 REMISE EN ÉTAT

- .1 Exécuter les travaux de remise en état requis pour réparer ou pour remplacer les parties ou les éléments de l'ouvrage trouvés défectueux ou inacceptables. Coordonner les travaux à exécuter sur les ouvrages contigus touchés, selon les besoins.
- .2 Les travaux de remise en état doivent être réalisés par des spécialistes connaissant les matériaux et les matériels utilisés; ces travaux doivent être exécutés de manière qu'aucune partie de l'ouvrage soit endommagée ou risque de l'être.

1.7 EMPLACEMENT DES APPAREILS

- .1 L'emplacement indiqué pour les appareils, les prises de courant et les autres matériels électriques ou mécaniques doit être considéré comme approximatif.
- .2 Informer l'ingénieur de tout problème pouvant être causé par le choix de l'emplacement d'un appareil et procéder à l'installation suivant ses directives.

1.8 FIXATIONS - GÉNÉRALITÉS

- .1 Sauf indication contraire, fournir des accessoires et des pièces de fixation métalliques ayant les mêmes texture, couleur et fini que l'élément à assujettir.
- .2 Éviter toute action électrolytique entre des métaux ou des matériaux de nature différente.
- .3 Sauf si des pièces de fixation en acier inoxydable ou en un autre matériau sont prescrites dans la section pertinente du devis, utiliser, pour assujettir les ouvrages extérieurs, des attaches et des ancrages à l'épreuve de la corrosion, en acier galvanisé par immersion à chaud.

- | | | |
|--|----|---|
| 1.8 FIXATIONS -
GÉNÉRALITÉS
(Cont'd) | .4 | Il importe de déterminer l'espacement des ancrages en tenant compte des charges limites et de la résistance au cisaillement afin d'assurer un ancrage franc permanent. Les chevilles en bois ou en toute autre matière organique ne sont pas acceptées. |
| | .5 | Utiliser le moins possible de fixations apparentes; les espacer de façon uniforme et les poser avec soin. |
| | .6 | Les pièces de fixation qui pourraient causer l'effritement ou la fissuration de l'élément dans lequel elles sont ancrées seront refusées. |

- | | | |
|--|----|--|
| 1.9 ÉLÉMENTS
RÉUTILISABLES DES
BÂTIMENTS | .1 | Lorsque l'ingénieur décide que des éléments en béton existants seront ré-utiliser, ces éléments seront manipulés avec soin, nettoyer au besoin et remis en place selon les conditions l'exigent. |
|--|----|--|

- | | | |
|-------------------------------------|----|---|
| 1.10 ACCEPTABILITÉ DES
MATÉRIAUX | .1 | Après l'attribution des travaux, les demandes d'acceptation des matériaux en plus des matériaux désignés comme «acceptables» dans les documents de l'offre à commandes doivent être soumises à l'ingénieur. |
| | .2 | La demande d'acceptation doit corroborer suffisamment de renseignements sur le produit pour permettre une évaluation aux fins d'approbation. |

- | | | |
|-----------------|----|--|
| 1.11 CONFORMITÉ | .1 | Lorsque le matériel ou l'équipement est spécifié par des normes ou spécifications fonctionnelles, à la demande de l'ingénieur, obtenir du fabricant un rapport de test de laboratoire indépendant, indiquant que le matériel ou l'équipement respecte ou dépasse les exigences spécifiées. |
|-----------------|----|--|

PARTIE 2 - PRODUITS

- | | | |
|----------------|----|-------------|
| 2.1 SANS OBJET | .1 | Sans objet. |
|----------------|----|-------------|

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- | | | |
|----------------|----|-------------|
| 3.1 SANS OBJET | .1 | Sans objet. |
|----------------|----|-------------|

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 PROPRETÉ DU CHANTIER

- .1 Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut autres que ceux générés par le Maître de l'ouvrage ou par les autres entrepreneurs.
- .2 Évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier quotidiennement, à des heures prédéterminées, ou les éliminer selon les directives de l'ingénieur. Les matériaux de rebut ne doivent pas être brûlés sur le chantier.
- .3 Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des matériaux de rebut.
- .4 Selon le règlement administratif S-600 de la Municipalité régionale d'Halifax (MRH), les déchets solides générés à l'intérieur qui ne nécessitent pas une disposition à des sites d'élimination spécialisés en dehors du territoire de la MRH doivent être éliminés dans les limites de la MRH à une installation autorisée ou approuvée.
- .5 Nettoyer les surfaces intérieures avant le début des travaux de finition et garder ces zones exemptes de poussière et d'autres impuretés durant les travaux en question.
- .6 Stocker les déchets volatils dans des contenants métalliques fermés et les évacuer hors du chantier à la fin de chaque période de travail.
- .7 Assurer une bonne ventilation des locaux pendant l'emploi de substances volatiles ou toxiques. Il est toutefois interdit d'utiliser le système de ventilation du bâtiment à cet effet.
- .8 Utiliser uniquement les produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer, et les employer selon les recommandations du fabricant des produits en question.
- .9 Établir l'horaire de nettoyage de sorte que la poussière, les débris et les autres saletés soulevées ne retombent pas sur des surfaces humides fraîchement peintes et ne contaminent pas les systèmes du bâtiment.

1.2 NETTOYAGE FINAL

- .1 A l'achèvement substantiel des travaux, enlever les matériaux en surplus, les outils ainsi que l'équipement et les matériels de construction qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du reste des travaux.

1.2 NETTOYAGE FINAL

- .1 A l'achèvement substantiel des travaux, enlever les matériaux en surplus, les outils ainsi que l'équipement et les matériels de construction qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du reste des travaux.
- .2 Enlever les débris et les matériaux de rebut, à l'exception de ceux générés par les autres entrepreneurs, et laisser les lieux propres et prêts à occuper.
- .3 Examiner les finis, les accessoires et les matériels afin de s'assurer qu'ils répondent aux exigences prescrites quant au fonctionnement et à la qualité d'exécution.
- .4 Balayer et nettoyer les trottoirs, les marches et les autres surfaces extérieures; balayer ou ratisser le reste du terrain.
- .5 Enlever les saletés et autres éléments qui déparent les surfaces extérieures.
- .6 Balayer et nettoyer les surfaces revêtues en dur.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SECTIONS CONNEXES

- .1 Section 01 11 00 Instructions générales.
- .2 Section 03 20 00 Armatures pour béton.
- .3 Section 03 30 00.01 Béton coulé en place.
- .4 Section 03 40 00 Divers travaux de béton.
- .5 Section 03 50 00 Restauration et injection de résine époxy du béton.

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 Association canadienne de normalisation (CSA) / CSA International
 - .1 CSA A23.1/A23.2, Béton - Constituants et exécution des travaux / Méthodes d'essai et pratiques normalisées pour le béton.
 - .2 CSA O86S1, supplément numéro 1 à la norme CSA O86-01, Règles de calcul des charpentes en bois.
 - .3 CSA O121, Contre-plaqué en sapin de Dpuglas.
 - .4 CSA O151, Contre-plaqué en bois de résineux canadiens.
 - .5 CSA O153, Contre-plaqué en peuplier.
 - .6 CSA O325, Revêtements intermédiaires de construction.
 - .7 CSA O437 Série, Normes relatives aux panneaux de particules orientées et aux panneaux de grande particules.
 - .8 CSA S269.1, Falsework and Formwork.
 - .9 CSA S269.3, Coffrages, Norme nationale du Canada.
- .2 Laboratoires des assureurs du Canada (ULC)
 - .1 ULC S701, Norme sur l'isolant thermique en polystyrène, panneaux et revêtements de tuyauterie.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 MATÉRIAUX/MATÉRIELS

- .1 Matériaux de coffrage

2.1 MATÉRIAUX/MATÉRIELS

(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
 - .1 Pour la mise en place de béton ne présentant pas de caractéristiques architecturales particulières, utiliser des coffrages en bois et en produits dérivés du bois conformes aux normes CSA O121, CSA O86, CSA O437 Série et CSA O153.
 - .2 Pour la mise en place de béton présentant des caractéristiques architecturales particulières, utiliser des matériaux de coffrage conformes à la norme CSA A23.1/A23.2.
 - .3 Panneaux isolants rigides:
 - .1 Conformes à la norme ULC S701.
- .2 Coffrages pour surfaces nervurées (bacs):
 - .1 Selon les indications.
- .3 Coffrages pour poteaux / colonnes tubulaires:
 - .1 Coffrages cylindriques en carton-fibre stratifié enroulé en spirale, et enduits d'un agent de décoffrage sur la face intérieure.
- .4 Tirants de coffrage:
 - .1 Dans le cas du béton ne devant pas présenter de caractéristiques architecturales, utiliser des tirants métalliques amovibles ou à découplage rapide, de longueur fixe ou réglable, ne comportant aucun dispositif qui pourrait laisser sur la surface du béton des trous d'un diamètre supérieur à 25 mm.
 - .2 Dans le cas du béton devant présenter des caractéristiques architecturales, utiliser des tirants équipés de cônes de plastique et de bouchons en béton gris pâle.
- .5 Doublures de coffrage:
 - .1 Contreplaqué:

2.1 MATÉRIAUX/MATÉRIELS
(Cont'd)

- .5 (Cont'd)
- .1 (Cont'd)
- .1 A revêtement de moyenne densité ou Douglas taxifolié conforme à la norme CSA O121 ou bois de résineux canadiens conforme à la norme CSA O151 ou peuplier conforme à la norme CSA O153, d'une épaisseur pour soutenir toutes les charges.
- .6 Agent de décoffrage:
- .1 Agent de décoffrage chimiquement actif contenant des composés qui réagissent avec la chaux libre dans le béton résultant à des savons insolubles dans l'eau, non toxique, biodégradable.
- .7 Huile de démoulage:
- .1 Huile minérale incolore, non toxique, exempte de kérosène, dont la viscosité Saybolt Universel exprimée en secondes est d'au moins 70 et d'au plus 110 à une température de 40 degrés Celsius, et dont le point d'éclair en creuset ouvert est d'au moins 150 degrés Celsius.
- .8 Matériaux pour ouvrages d'étalement temporaires:
- .1 Conformes à la norme CSA S269.1.
- .9 Produit d'étanchéité:
- .1 Pour l'usage prévu et recommandé par le fabricant.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 CONSTRUCTION ET
MONTAGE

- .1 Avant d'entreprendre la construction des coffrages et des ouvrages d'étalement temporaires, vérifier les lignes, les niveaux et les entraxes, et s'assurer que les dimensions correspondent à celles indiquées sur les dessins.
- .2 Obtenir l'autorisation de l'ingénieur avant de couler du béton directement dans le sol ou de réserver, dans les coffrages, des ouvertures qui ne sont pas indiquées sur les dessins.
- .3 Avant de couler le béton directement dans le sol, dresser les parois et le fond de la zone creusée, puis enlever la terre qui s'en détache.

3.1 CONSTRUCTION ET
MONTAGE
(Cont'd)

- .4 Fabriquer les ouvrages d'étalement temporaires et les monter conformément à la norme CSA S269.1.
- .5 Se reporter aux dessins d'architecture dans le cas d'éléments en béton au fini architectural apparent.
- .6 Les lisses d'assise et les étais mis en place à même le sol ne doivent pas être montés sur une surface gelée.
- .7 Assurer le drainage du terrain de manière à empêcher l'entraînement du sol sur lequel reposent les lisses d'assise et les étais mis en place à même le sol.
- .8 Fabriquer les coffrages et les monter en conformité avec la norme CSA S269.3, de façon à obtenir des ouvrages finis en béton de forme, de dimensions et de niveau conformes aux indications, et situés aux endroits indiqués; respecter les tolérances prescrites dans la norme CSA A23.1/A23.2.
- .9 Aligner les joints des coffrages et les rendre étanches à l'eau.
 - .1 Réduire au minimum le nombre de joints.
- .10 Dans le cas des colonnes apparentes, placer les joints horizontaux des coffrages à 2400 mm au-dessus du niveau du plancher fini.
- .11 A moins d'indications contraires, utiliser des bandes de chanfrein de 25 mm pour les angles saillants et / ou des baguettes de 25 mm pour les angles rentrants des joints des coffrages.
- .12 Les rainures, les fentes, les ouvertures, les larmiers, les rentrants et les joints de dilatation et de retrait doivent être conformes aux indications.
- .13 Construire les coffrages pour les éléments en béton architectural et mettre en place les tirants selon les indications et les directives fournies.
 - .1 La disposition des joints ne permet pas toujours l'emploi de panneaux de dimensions courantes ni l'espacement maximal admissible entre les tirants.
- .14 Incorporer les ancrages, les manchons et les autres pièces noyées requises pour les ouvrages spécifiés dans d'autres sections.

3.1 CONSTRUCTION ET
MONTAGE
(Cont'd)

- .14 (Cont'd)
- .1 S'assurer que les ancrages et les pièces noyées ne font pas saillie sur des surfaces devant être revêtues d'un produit de finition, une couche de peinture par exemple.
- .15 Avant de couler le béton, nettoyer les coffrages conformément à la norme CSA A23.1/A23.2.

3.2 DÉCOFFRAGE ET REMISE
EN PLACE DES ÉTAIS

- .1 Après avoir coulé le béton, laisser les coffrages en place pendant au moins la période appropriée, selon les directives de l'ingénieur.
- .2 Remettre en place les étais requis lorsqu'il est nécessaire d'enlever rapidement les coffrages ou que les éléments d'ossature peuvent être assujettis à des charges supplémentaires pendant la construction de l'ouvrage.
- .3 Réutiliser les coffrages et les ouvrages d'étalement temporaires, sous réserve des exigences de la norme CSA A23.1/A23.2.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SECTIONS CONNEXES

- .1 Section 01 11 00 Instructions générales.
- .2 Section 03 10 00 Coffrages et accessoires pour béton.
- .3 Section 03 30 00.01 Béton coulé en place.
- .4 Section 03 40 00 Divers travaux de béton.
- .5 Section 03 50 00 Restauration et injection de résine époxy du béton.

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 ASTM International
 - .1 ASTM A775/A775M, Standard Specification for Epoxy-Coated Reinforcing Steel Bars.
- .2 CSA International
 - .1 CSA A23.1/A23.2, Béton: Constituants et exécution des travaux / Méthodes d'essai et pratiques normalisées pour le béton.
 - .2 CSA A23.3, Calcul des ouvrages en béton.
 - .3 CSA G30.18, Carbon Steel Bars for Concrete Reinforcement.
 - .4 CSA G40.20/G40.21, Exigences générales relatives à l'acier de construction laminé ou soudé / Acier de construction.
 - .5 CAN/CSA-G164, Galvanisation à chaud des objets de forme irrégulière.
 - .6 CSA W186, Soudage des barres d'armature dans les constructions en béton armé.
- .3 Institut d'acier d'armature du Canada (RSIC/IAAC)
 - .1 IAAC-2004, Acier d'armature, Manuel de normes recommandées.

1.3 DESSINS D'ATELIER

- .1 A la demande de l'ingénieur, soumettre les dessins d'atelier, y compris la mise en place des armatures.

1.3 DESSINS D'ATELIER
(Cont'd)

- .2 Indiquer sur les dessins d'atelier les détails de pliage des barres d'armature, la liste des armatures, le nombre d'armatures, les dimensions, espacement et emplacement des armatures, et jonctions mécaniques nécessaires si leur utilisation est autorisée par l'ingénieur. Les armatures qui y sont montrées doivent être marquées selon un code d'identification permettant de repérer leur emplacement sans qu'il soit nécessaire de consulter les dessins de structure. Les dessins doivent également indiquer les dimensions, l'espacement et l'emplacement des chaises, des espaceurs et des supports. Les dessins des armatures doivent être exécutés conformément au Manuel des normes recommandées, publié par l'IAAC.
- .3 Les longueurs de scellement droit et les longueurs de recouvrement des barres doivent être conformes à la norme CSA A23.3. Prévoir des jonctions par recouvrement en traction de type C, à moins d'indication contraire de l'ingénieur.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 MATÉRIAUX /
MATÉRIELS

- .1 Tout remplacement de barres d'armature par des barres de dimensions différentes doit être autorisé par écrit par l'ingénieur.
- .2 Barres d'armature:
 - .1 Sauf indication contraire, barres à haute adhérence faites d'acier en billettes, de nuance 400, conformes à la norme CSA G30.18.
- .3 Treillis d'armature en fil soudé:
 - .1 Fait de fil d'acier soudé conforme à la norme ASTM A185/A185M.
 - .1 Le treillis doit être fourni sous forme de feuilles plates seulement.
- .4 Revêtement de protection époxydique pour armatures non précontraintes:
 - .1 Conforme à la norme ASTM A775/A775M.
- .5 Revêtement de protection par galvanisation pour armatures non précontraintes:

2.1 MATÉRIAUX /
MATÉRIELS
(Cont'd)

- .5 (Cont'd)
 - .1 Zingage d'au moins 610 g/m², conforme à la norme CAN/CSA G164.
- .6 Chaises, espaceurs, supports de barres et cales de support:
 - .1 Conformes à la norme CSA A23.1/A23.2.
- .7 Raccords mécaniques:
 - .1 Assujettis à l'autorisation de l'ingénieur.
- .8 Barres rondes et lisses:
 - .1 Conformes à la norme CSA G40.20/G40.21.

2.2 FAÇONNAGE

- .1 Les armatures en acier doivent être façonnées conformément aux normes CSA A23.1/A23.2, à la norme SP-66 et au document Acier d'armature, Manuel de normes recommandées, publié par l'Institut d'acier d'armature du Canada (IAAC).
- .2 L'ingénieur doit approuver l'emplacement des entures autres que celles indiquées sur les dessins de mise en place.
- .3 Dès qu'elles sont approuvées par l'ingénieur, les armatures doivent être soudées conformément à la norme CSA W186.
- .4 Les lots de barres d'armature expédiés doivent être clairement marqués selon un code d'identification, en conformité avec la liste des barres d'armature requises et les détails de pliage de ces dernières.

2.3 CONTROLE DE LA
QUALITÉ A LA SOURCE

- .1 Remettre à l'ingénieur avant la préparation des armatures, s'il en fait la demande, une copie certifiée du rapport des essais ayant été effectués en usine, faisant état des résultats des analyses physique et chimique de l'acier d'armature.
- .2 S'il en fait la demande, informer l'ingénieur de la source d'approvisionnement proposée pour les matériaux à fournir.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 PLIAGE SUR LE
CHANTIER

- .1 Sauf indication contraire ou autorisation de l'ingénieur, les barres d'armature ne doivent pas être pliées ni soudées sur le chantier.

3.1 PLIAGE SUR LE
CHANTIER
(Cont'd)

- .2 Lorsque le pliage sur le chantier est autorisé, plier les barres sans les chauffer, en leur appliquant lentement une pression constante.
- .3 Remplacer les barres qui présentent des fissurations ou des fendillements.

3.2 MISE EN PLACE DES
ARMATURES

- .1 Mettre les armatures en place selon les indications des dessins de mise en place et conformément à la norme CSA A23.1/A23.2.
- .2 Dans les ouvrages en béton, utiliser des barres rondes et lisses en guise de coupleurs mobiles.
 - .1 Appliquer une couche de peinture bitumineuse sur la partie des coupleurs qui doit se déplacer dans le béton durci.
 - .2 Lorsque la peinture est sèche, appliquer uniformément une épaisse couche de graisse lubrifiante minérale.
- .3 Demander à l'ingénieur d'accepter les armatures et leur mise en place avant de couler le béton.
- .4 Veiller à préserver l'intégrité du revêtement des armatures pendant la coulée du béton.
- .5 Assurer que le treillis d'armature en fil soudé est bien supporté pendant le coulage du béton. Ramasser le maillage avec un râtelier, puis marcher sur le maillage n'est pas acceptable. Le maillage qui se retrouve au fond du hourdis entraînera le remplacement du hourdis sans frais à l'État.

3.3 RETOUCHES SUR LE
CHANTIER

- .1 A l'aide d'un produit de finition compatible, retoucher les extrémités endommagées ou coupées des armatures galvanisées ou enduites d'époxy, de manière à obtenir un revêtement continu.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SECTIONS CONNEXES

- .1 Section 01 11 00 Instructions générales.
- .2 Section 03 10 00 Coffrages et accessoires pour béton.
- .3 Section 03 20 00 Armatures pour béton.
- .4 Section 03 40 00 Divers travaux de béton.
- .5 Section 03 50 00 Restauration et injection de résine époxy du béton.

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 ASTM International
 - .1 ASTM A185/A185M, Standard Specification for Steel Welded Wire Reinforcement, Plain, for Concrete.
 - .2 ASTM C109/C109M, Standard Test Method for Compressive Strength of Hydraulic Cement Mortars (Using 2 in. or 50 mm Cube Specimens).
 - .3 ASTM C827/C827M, Standard Test Method for Change in Height at Early Ages of Cylindrical Specimens of Cementitious Mixtures.
 - .4 ASTM C939/C939M, Standard Test Method for Flow of Grout for Preplaced-Aggregate Concrete (Flow Cone Method).
 - .5 ASTM D1751, Standard Specification for Preformed Expansion Joint Filler for Concrete Paving and Structural Construction (Non-Extruding and Resilient Bituminous Types).
- .2 Office des normes générales du Canada (ONGC)
 - .1 CAN/CGSB-19.24, Mastic d'étanchéité à plusieurs composants, à polymérisation chimique.
 - .2 CAN/CGSB-51.34, Mastic d'étanchéité à plusieurs composants, à polymérisation chimique.
- .3 Association canadienne de normalisation (CSA) / CSA International

1.2 RÉFÉRENCES
(Cont'd)

- .3 (Cont'd)
- .1 CSA A23.1/A23.2, Béton: Constituants et exécution des travaux / Méthodes d'essai et pratiques normalisées pour le béton.
 - .2 CSA A3000, Compendium des matériaux liants (Contient A3001, A3002, A3003, A3004 et A3005).
 - .3 CSA G30.18, Barres d'acier en billettes pour l'armature du béton.

1.3 DOCUMENTS A
SOUMETTRE POUR
APPROBATION ET
INFORMATION

- .1 Soumettre un certificat que les proportions de mélange sélectionnées vont produire un béton de qualité, de rendement et de résistance tels que prescrits pour le mélange de béton et en conformance à la norme CSA A23.1/A23.2.

1.4 ASSURANCE DE LA
QUALITÉ

- .1 Soumettre un certificat que l'usine, l'équipement, et les matériaux utiliser pour le béton sont en conformance à la norme CSA A23.1/A23.2.
- .2 A la demande de l'ingénieur et au moins deux (2) semaines avant le début des travaux de bétonnage, soumettre à l'ingénieur, aux fins d'approbation, les méthodes proposées pour le contrôle de la qualité des aspects mentionnés ci-après:
- .1 érection des ouvrages d'étalement temporaires;
 - .2 bétonnage par temps chaud;
 - .3 bétonnage par temps froid;
 - .4 cure;
 - .5 finition;
 - .6 décoffrage; et
 - .7 exécution des joints.

1.5 TRANSPORT,
ENTREPOSAGE ET
MANUTENTION

- .1 Livraison et acceptation
- .1 Temps de transport:
 - .1 Le béton doit être livré au chantier et déchargé au maximum dans les 120 minutes suivant le gâchage.

1.5 TRANSPORT,
ENTREPOSAGE ET
MANUTENTION
(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
 - .1 (Cont'd)
 - .1 Le béton doit être livré au chantier et déchargé au maximum dans les 120 minutes suivant le gâchage.
 - .1 Le cas échéant, toute modification du temps de transport maximum doit être acceptée par écrit par l'ingénieur et le producteur de béton, selon les indications de la norme CSA A23.1/A23.2.
 - .2 Les écarts doivent être soumis à l'ingénieur aux fins d'examen.
- .2 Livraison du béton:
 - .1 S'assurer que la centrale à béton assure une livraison continue du béton, conformément à la norme CSA A23.1/A23.2.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 CRITERES DE
PERFORMANCE

- .1 Plan de contrôle de la qualité: S'assurer que le fournisseur de béton est en mesure de fournir du béton satisfaisant aux critères de performance établis par l'ingénieur, et prévoir un contrôle de la conformité du matériau selon les prescriptions de l'article ASSURANCE DE LA QUALITÉ, de la PARTIE 1.

2.2 MATÉRIAUX /
MATÉRIELS

- .1 Ciment:
 - .1 Pour usage général, conforme à la norme CSA A3001, de type GU.
- .2 Ajouts cimentaires:
 - .1 Selon la norme CSA A3001.
- .3 Eau:
 - .1 Selon la norme CSA A23.1/A23.2.
- .4 Granulats:
 - .1 Selon la norme CSA A23.1/A23.2. Granulats de densité normale.

2.2 MATÉRIAUX /
MATÉRIELS
(Cont'd)

- .4 (Cont'd)
 - .1 Selon la norme CSA A23.1/A23.2. Granulats de densité normale.
- .5 Entraîneur d'air:
 - .1 Selon la norme CSA A3000.
- .6 Adjuvants chimiques:
 - .1 Selon la norme CSA A3000. L'ingénieur doit accepter les accélérateurs ou les retardeurs de prise utilisés pendant les travaux de bétonnage par temps froid ou par temps chaud.
- .7 Coulis à compensation de retrait:
 - .1 Produit prémélangé contenant un granulat non métallique, du ciment Portland, un plastifiant et un réducteur d'eau.
 - .1 Résistance à la compression:
 - .1 Au moins 50 MPa à 28 jours.
 - .2 Consistance:
 - .1 Selon la norme CSA A23.1/A23.2.
- .8 Coulis sec non mélangé:
 - .1 Produit contenant du ciment Portland à base de granulats non métalliques et suffisamment d'eau pour pouvoir garder sa forme lorsqu'on en fait une boulette avec les mains, et pouvant atteindre une résistance à la compression de 50 MPa à 28 jours.
- .9 Produits de cure:
 - .1 Conformés à la norme CSA A23.1/A23.2, de type 1D, contenant un colorant fugace.
- .10 Garnitures d'étanchéité nervurées:
 - .1 En PVC, extrudées de dimensions indiquées.
- .11 Barres d'armature:
 - .1 De nuance 400, selon la norme CSA G30.18.

2.2 MATÉRIAUX /
MATÉRIELS
(Cont'd)

- .11 (Cont'd)
 - .1 De nuance 400, selon la norme CSA G30.18.
- .12 Treillis d'acier à mailles soudées:
 - .1 Selon la norme ASTM A185.
- .13 Fonds de joint prémoulés:
 - .1 Carton-fibre bituminé, selon la norme ASTM D1751.
- .14 Buses d'évacuation:
 - .1 En plastique.
- .15 Adhésif de liaisonnement:
 - .1 Tel que recommandé par le fabricant pour l'usage prévu.
- .16 Dispositif d'injection époxyde / céramique:
 - .1 Prêt à utiliser, système d'ancrage à haute résistance.
 - .1 Produit acceptable: Système d'ancrage époxy Epcon C6.
 - .2 Dimensions de l'ancrage selon les directives de l'ingénieur.
- .17 Produit de reprise:
 - .1 Produit de reprise acrylique avec polymères et des adjuvants spéciaux, spécialement conçus pour lier le béton existant au nouveau. Produit de reprise doit être «prêt à utiliser».
 - .1 Époxy alternatif et / ou résine époxyde / produits de reprise du ciment Portland peuvent être utilisés si approuvés par l'ingénieur.
- .18 Peinture pour couche primaire pour subjectiles d'armature en acier:
 - .1 Peinture pour couche primaire spécialement conçue pour lier le mortier de réparation à l'acier, et de protéger l'acier contre la corrosion.
- .19 Autres constituants du béton:

2.2 MATÉRIAUX /
MATÉRIELS
(Cont'd)

- .19 (Cont'd)
.1 Selon la norme CSA A23.1/A23.2.

2.3 FORMULES DE DOSAGE

- .1 Variante 1 - Proportions de béton de densité normale satisfaisant aux critères de performance définis selon la norme CSA A23.1/A23.2.
- .1 S'assurer que le fournisseur de béton satisfait aux exigences de performance définies ci-après et effectuer le contrôle de la conformité.
- .2 Fournir un mélange de béton pour satisfaire aux exigences suivantes:
- .1 Ciment:
- .1 Pour usage général, conforme à la norme CSA A3001, de type GU.
- .2 Résistance à la compression minimale à 28 jours tel qu'indiqué sur les dessins. A moins d'indication contraire de l'ingénieur utiliser ce qui suit:
- .1 dalles (extérieures et intérieures): 30 MPa;
- .2 semelles: 25 MPa;
- .3 trottoirs: 32 MPa;
- .4 murs et embases: 25 MPa sauf indication contraire; et
- .5 bordures et caniveaux: 32 MPa.
- .3 Teneur minimale en ciment:
- .1 300 kg par mètre cube de béton (pour 30 MPa);
- .2 415 kg par mètre cube de béton (pour 35 MPa);
- .4 Classe d'exposition:

2.3 FORMULES DE DOSAGE
(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
- .2 (Cont'd)
 - .1 C-2 pour les trottoirs, bordures et caniveaux. L'ingénieur fournira la classe d'exposition pour les autres applications.
 - .5 Diamètre des granulats:
 - .1 Maximum de 20 mm.
 - .6 Affaissement:
 - .1 De 80 mm \pm 20 mm au moment et au point de déchargement.
 - .7 Teneur en air:
 - .1 5 à 7 %.
 - .8 Adjuvant:
 - .1 Adjuvant chimique selon la norme CSA A3000, le type, la quantité, un réducteur d'eau, accélérateur de durcissement, retardateur de prise, accélérateur, entraîneur d'air, super plastifiant.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 PRÉPARATION

- .1 Obtenir l'autorisation de l'ingénieur avant la mise en place du béton. Donner l'ingénieur un préavis de 24 heures avant le début de chaque séquence de bétonnage.
- .2 Le pompage du béton ne sera permis qu'une fois les matériels et la formule de dosage sont approuvés.
- .3 Placer les armatures selon la section 03 20 00 - Armatures pour béton.
- .4 Avant de couler le béton, obtenir l'autorisation de l'ingénieur quant à la méthode proposée pour protéger le béton pendant la mise en place et la cure.
- .5 Respecter les consignes qui suivent durant les travaux de bétonnage.
 - .1 Il est interdit de confectionner des joints de reprise.

3.1 PRÉPARATION
(Cont'd)

- .5 (Cont'd)
- .1 Il est interdit de confectionner des joints de reprise.
 - .2 Veiller à ce que la manutention et le déchargement du béton soient effectués de manière à minimiser les interventions durant sa mise en place et à ne causer aucun dommage à l'ouvrage ou aux structures existantes.
 - .6 Protéger les ouvrages existants contre les salissures.
 - .7 Nettoyer les surfaces en béton et les débarrasser des taches avant d'appliquer les produits de finition.
 - .8 Tenir un registre des travaux de bétonnage indiquant avec précision:
 - .1 la date;
 - .2 l'emplacement de chaque gâchée;
 - .3 les caractéristiques du béton;
 - .4 la température ambiante; et
 - .5 les échantillons prélevés.
 - .9 Aux endroits où du béton neuf est liaisonné à un ouvrage existant, forer des trous dans le béton existant.
 - .1 Introduire dans les trous ainsi forés des goujons en acier constitués de barres d'armature en acier à haute adhérence et bien noyer ces derniers avec du coulis à compensation de retrait afin de les ancrer et de les maintenir aux positions indiquées.
 - .10 Aucune charge ne doit être exercée sur les nouveaux éléments en béton avant que l'ingénieur ne l'ait autorisé.

3.2 MISE EN OEUVRE

- .1 Couler le béton en place conformément à la norme CSA A23.1/A23.2.
- .2 Manchons et éléments à noyer:
 - .1 Ne poser aucun manchon, conduit ou tuyau et ne pratiquer aucune ouverture au travers d'une poutrelle, d'une poutre, d'un chapiteau de colonne ou d'une colonne, à moins que cela ne soit indiqué ou autorisé par l'ingénieur.

3.2 MISE EN OEUVRE
(Cont'd)

- .2 (Cont'd)
 - .1 Ne poser aucun manchon, conduit ou tuyau et ne pratiquer aucune ouverture au travers d'une poutrelle, d'une poutre, d'un chapiteau de colonne ou d'une colonne, à moins que cela ne soit indiqué ou autorisé par l'ingénieur.
 - .2 Ne pas enlever ni déplacer des armatures pour poser des pièces de quincaillerie. Si les éléments à noyer dans le béton ne peuvent être placés aux endroits prescrits, faire accepter toute modification par l'ingénieur avant de couler le béton.
 - .3 Confirmer l'emplacement et les dimensions des manchons et des ouvertures indiqués sur les dessins.
- .3 Boulons d'ancrage:
 - .1 Fixer les boulons d'ancrage aux gabarits, en collaboration avec le corps de métier approprié, avant de couler le béton.
- .4 Barbacanes et chantepleures:
 - .1 Installer les tuyaux de drainage et les buses d'évacuation selon les indications.
- .5 Mettre du coulis sous les socles et sous la machinerie selon une méthode conforme aux recommandations du fabricant, de manière à obtenir une surface de contact correspondant à 100% de la zone recouverte de coulis.

3.3 FINITION DES SURFACES

- .1 Finir les surfaces de béton selon la norme CSA A23.1/A23.2.
- .2 Employer des méthodes revues à la satisfaction de l'ingénieur ou les méthodes définies dans la norme CSA A23.1/A23.2 pour enlever l'eau de ressuage excédentaire. Veiller à ne pas endommager les surfaces des éléments en béton.
- .3 Employer des produits de cure compatibles avec le produit de finition appliqué sur les surfaces en béton. Joindre une déclaration écrite certifiant que les divers produits utilisés sont compatibles.
- .4 Dalles de plancher intérieures à surfaces apparentes recouvertes d'un revêtement époxy, de moquette, d'un revêtement vinylique et de tout autre type de revêtement nécessitant un support lisse:

3.3 FINITION DES SURFACES
(Cont'd)

- .4 Dalles de plancher intérieures à surfaces apparentes recouvertes d'un revêtement époxy, de moquette, d'un revêtement vinylique et de tout autre type de revêtement nécessitant un support lisse:
 - .1 Finition initiale suivie d'une finition soignée comprenant un talochage mécanique et un lissage à la truelle métallique, selon la norme CSA A23.1/A23.2 dans le but de donner à la dalle un fini dur, lisse, dense et exempt d'imperfections.
- .5 Dalles de plancher à recouvrir d'un lit de mortier destiné à recevoir des carreaux de céramique ou de grès cérame:
 - .1 Finition à la règle au niveau approprié, jusqu'à l'obtention d'un fini brossé.
- .6 Socles d'appareils:
 - .1 Lissage des surfaces à la truelle.
- .7 Revêtements en dur, trottoirs, bordures et surfaces en béton apparentes:
 - .1 Finition à la règle jusqu'à l'obtention de surfaces planes, suivie d'une finition à la taloche en aluminium, en magnésium et en bois.
 - .2 Surfaces à rives arrondies et joints confectionnés avec des espaceurs, à l'aide des outils courants.
 - .3 Lissage à la truelle et brossage léger en vue d'obtenir un fini antidérapant.
- .8 Garnitures d'étanchéité à l'eau:
 - .1 Poser les garnitures de manière à assurer une étanchéité à l'eau continue.
 - .2 Ne pas déformer ni percer les garnitures d'étanchéité à l'eau d'une manière qui pourrait diminuer leur performance.
 - .3 Ne pas déplacer les armatures en posant les garnitures d'étanchéité à l'eau.
 - .4 Liaisonner les garnitures d'étanchéité sur le chantier même, avec un outillage conforme aux exigences du fabricant.

3.3 FINITION DES SURFACES
(Cont'd)

- .8 (Cont'd)
- .4 Liaisonner les garnitures d'étanchéité sur le chantier même, avec un outillage conforme aux exigences du fabricant.
 - .5 Liaisonner les garnitures d'étanchéité solidement en place.
 - .6 Les joints bout à bout thermosoudés sur le chantier sont permis seulement entre les longueurs droites.
 - .7 Utiliser des cornières et des baguettes soudées en usine à moins d'autorisation spéciale de la part de l'ingénieur.
- .9 Fonds de joint:
- .1 Sauf autorisation spéciale de l'ingénieur, prévoir un fond de joint d'une seule pièce, de l'épaisseur et de la largeur requises, pour chaque joint.
 - .2 S'il faut plus d'une pièce pour un joint, attacher les extrémités des pièces qui s'aboutent et maintenir fermement ces dernières dans la position voulue en les agrafant ou en les fixant solidement de tout autre manière.
 - .3 Situer et réaliser les joints de rupture, de construction, de dilatation selon les indications.
 - .4 Poser les fonds de joint requis.
 - .5 Utiliser un fond de joint de 12 mm d'épaisseur pour séparer les dalles sur sol des surfaces verticales. Sauf indication différente, le fond de joint doit être posé à partir du bas de la dalle et se prolonger jusqu'à 12 mm au-dessus du niveau de la surface finie de cette dernière.
- .10 Membranes hydrofuges:
- .1 A l'intérieur du bâtiment, installer une membrane hydrofuge avant de couler les dalles sur sol en béton.
 - .2 Aux endroits où il y a des joints, faire chevaucher les bords de la membrane hydrofuge sur une largeur d'au moins 150 mm et sceller les joints.
 - .3 Réparer les perforations de la membrane hydrofuge avant de procéder à la mise en place du béton.

3.3 FINITION DES SURFACES (Cont'd)

- .10 (Cont'd)
- .4 Utiliser des pièces dont les dimensions excèdent d'au moins 150 mm celles des perforations, et les sceller en place.

3.4 JOINTS DE RETRAIT

- .1 Tailler et façonner des joints de retrait dans les dalles au sol, aux endroits indiqués, selon la norme CSA A23.1/A23.2, et les remplir avec le produit de remplissage / de scellement spécifié.

3.5 JOINTS DE DILATATION ET DE RUPTURE

- .1 Poser, d'affleurement avec la surface finie, des fonds de joint prémoulés de la pleine épaisseur de la dalle dans les joints de dilatation et de rupture, selon la norme CSA A23.1/A23.2.

3.6 CURE DU BÉTON

- .1 Utiliser des produits de cure compatibles avec les revêtements de finition des surfaces en béton, ne contenant aucun liant et conformes à la norme CSA A23.1/A23.2.

3.7 TOLÉRANCES DE MISE EN OEUVRE

- .1 Les tolérances concernant la finition des dalles de plancher en béton doivent être conformes à la norme CSA A23.1/A23.2.

3.8 CONTROLE DE LA QUALITÉ SUR PLACE

- .1 Inspection et essais du béton:
- .1 Peut être soumis à des essais exécutés par un laboratoire d'essai désigné par l'ingénieur et selon la norme CSA A23.1/A23.2.
- .2 L'inspection ou les essais par le consultant n'augmentera ou ne remplacera pas le contrôle de qualité de l'entrepreneur, ni le décharger de sa responsabilité contractuelle.

3.9 NETTOYAGE

- .1 Effectuer les travaux de nettoyage conformément à la section 01 74 11 - Nettoyage.
- .2 Prévoir des pulvérisateurs à gâchette à raccorder à des tuyaux d'arrosage.
- .3 Désigner une aire de nettoyage pour les outils afin de limiter la consommation d'eau propre et le volume d'eaux de ruissellement.
- .4 Nettoyer les matériels de bétonnage conformément à la section 01 35 43 - Protection de l'environnement.

3.9 NETTOYAGE (Cont'd)	.4	Nettoyer les matériels de bétonnage conformément à la section 01 35 43 - Protection de l'environnement.
---------------------------	----	--

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 SECTIONS CONNEXES</u>	.1	Section 01 11 00 Instructions générales.
	.2	Section 03 10 00 Coffrages et accessoires pour béton.
	.3	Section 03 20 00 Armatures pour béton.
	.4	Section 03 30 00.01 Béton coulé en place.
	.5	Section 03 50 00 Restauration et injection de résine époxy du béton.
<u>1.2 RÉFÉRENCES</u>	.1	Association canadienne de normalisation (CSA) / CSA International
	.1	CAN/CSA A371, Maçonnerie des bâtiments.
<u>1.3 DESCRIPTION DES TRAVAUX</u>	.1	La présente section s'applique aux divers éléments qui sont liés ou faisant partie de la réparation ou le remplacement du béton:
	.1	les linteaux, les appuis, les couronnes, etc. de maçonnerie ou de béton en se référant aux travaux de réparation ou de remplacement;
	.2	coupe à la scie des surfaces en béton;
	.3	goujonnage y compris l'injection du coulis époxy;
	.4	le remplacement des solins de plomb, d'aluminium et de cuivre conjointement avec les travaux de béton;
	.5	le remplacement ou nouveaux joints de dilatation et de fractionnement des murs, planchers et dalles en béton;
	.6	le sablage au jet / sablage à l'eau des surfaces en béton ou acier noyé / barre d'armature; et
	.7	le remplacement de petits ensembles de marches en béton complet avec main courante.
<u>1.4 TRAVAUX COMPRIS</u>	.1	La portée des travaux comme suit:
	.1	enlèvement du béton simple et armé;

1.4 TRAVAUX COMPRIS

<u>(Cont'd)</u>	
.1	(Cont'd)
.2	enlèvement des bordures et caniveaux, d'asphalte et de béton;
.3	enlèvement du gazon, du sol, des débris d'asphalte, de matériau de remblayage, etc., pour faciliter la mise en place du béton ou de l'asphalte:
.1	l'enlèvement ci-dessus comprend l'élimination hors de la propriété du MDN à un site approuvé;
.4	coupe à la scie du béton et de l'asphalte;
.5	la fourniture et installation des matériaux granuleux approuvés;
.6	la fourniture et installation de gazon approuvé;
.7	la fourniture et installation d'asphalte;
.8	la fourniture et mise en place des armatures en acier;
.9	la fourniture et mise en place du béton;
.10	la fourniture et installation des ancrages, des matériaux d'étanchéité, d'asphalte, carton-fibre, éléments à noyer, goujons, chaises, attaches et accessoires divers pour béton;
.11	la fourniture et installation des bordures et caniveaux de béton et / ou d'asphalte;
.12	la fourniture et installation des adjuvants du béton, produits de reprise, produits de cure, mastics pour béton, durcisseurs pour béton, et enduits;
.13	la fourniture et installation des matériaux et de l'équipement nécessaires pour la mise en place du béton par temps froid et / ou par temps chaud;
.14	la fourniture et installation des matériaux et de l'équipement nécessaires pour la finition et protection des travaux de béton; et
.15	la fourniture et installation d'éléments en béton préfabriqué tels que les bordures, escaliers etc.

1.5 TRANSPORT,
ENTREPOSAGE ET
MANUTENTION

- .1 Livrer les matériaux au chantier dans des conditions sèches.
- .2 Garder les matériaux secs jusqu'au moment de leur mise en oeuvre, sauf lorsqu'il est prescrit que les éléments doivent être mouillés.
- .3 Entreposer les matériaux sous des couvertures imperméables, sur des palettes ou des plates-formes posées sur des planches ou des madriers, de manière qu'ils ne reposent pas directement sur le sol.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SOLINS

- .1 Solins de maçonnerie:
 - .1 Plomb:
 - .1 tôle d'une épaisseur de 0,2 mm.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 PROCÉDÉ DE TRAVAIL

- .1 La portée des divers travaux et des matériaux à être utilisés sur chaque travail de béton seront identifiés sur chaque commande subséquente soumise par l'ingénieur.
- .2 Aux endroits où du béton neuf est liaisonné à un ouvrage existant, forer des trous dans le béton existant.
 - .1 Introduire dans les trous ainsi forés des goujons en acier constitués de barres d'armature en acier à haute adhérence et bien noyer ces derniers avec du coulis à compensation de retrait afin de les ancrer et de les maintenir aux positions indiquées.
- .3 Réaliser les ouvrages d'aplomb, de niveau et d'alignement, en confectionnant des joints verticaux bien alignés.
- .4 Nettoyer et enlever le béton en vrac et l'écaillage.
- .5 Nettoyer et préparer la surface du béton détérioré et l'acier d'armature, en utilisant les méthodes approuvées.
- .6 A moins d'indications contraires de l'ingénieur, un produit de reprise approuvé doit être utilisé sur le béton existant avant la nouvelle chape.

3.1 PROCÉDÉ DE TRAVAIL
(Cont'd)

- .6 A moins d'indications contraires de l'ingénieur, un produit de reprise approuvé doit être utilisé sur le béton existant avant la nouvelle chape.
- .7 Resurfaçer le béton ou la maçonnerie en utilisant des produits tel que spécifié dans la demande.
- .8 La protection des surfaces environnantes et la qualité de l'exécution seront de la même qualité que prévue à la Section 01 11 00.

3.2 ENLEVEMENTS

- .1 Retirer le béton selon les directives de l'ingénieur. Scier soigneusement les zones de coupe selon les directives de l'ingénieur. Protéger les surfaces adjacentes contre les dommages.
- .2 Au besoin, enlever l'équipement existant, les installations techniques et les obstacles pour la finition ou la remise en état des surfaces existantes et les remplacer pendant l'avancement des travaux.
- .3 Éliminer les matériaux de démolition en conformité avec les réglementations de l'environnement provinciales
- .4 A la fin de chaque journée de travail, laisser les travaux dans un état sécuritaire de sorte qu'aucune crainte qu'une partie peut basculer ou tomber.
- .5 La démolition doit être effectuée de manière à réduire au minimum la poussière. Garder les matériaux poussiéreux mouillés.
- .6 Démolir les éléments en béton en petites sections. Protéger les personnes et les biens contre les dommages.
- .7 Enlever les matériaux dangereux ou contaminés du site et les éliminer en conformité avec les réglementations provinciales de la santé et sécurité et de l'environnement.

3.3 SOLINS

- .1 Installer les solins dans la maçonnerie / béton selon la norme CAN/CSA A371.
- .2 Faire chevaucher les joints sur une largeur de 150 mm, et les sceller à l'aide d'un adhésif.
- .3 Remplacer les solins sur les cheminées.

3.4 ÉLÉMENTS A NOYER

- .1 Tel que déterminé et / ou suivant les instructions de l'ingénieur. Tous les matériaux doivent être destinés à cette fin et capable d'être moulés ou injectés dans le béton. Assurer que les métaux n'engendre pas une réaction chimique. Assurer que le bois est protégé du béton.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SECTIONS CONNEXES

- .1 Section 01 11 00 Instructions générales.
- .2 Section 03 10 00 Coffrages et accessoires pour béton.
- .3 Section 03 20 00 Armatures pour béton.
- .4 Section 03 30 00.01 Béton coulé en place.
- .5 Section 04 40 00 Divers travaux de béton.

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 ASTM International
 - .1 ASTM C109/C109M, Standard Test Method for Compressive Strength of Hydraulic Cement Mortars (Using 2 in. or 50 mm Cube Specimens).
 - .2 ASTM C827/C827M, Standard Test Method for Change in Height at Early Ages of Cylindrical Specimens of Cementitious Mixtures.
 - .3 ASTM C881/C881M, Standard Specification for Epoxy-Resin-Base Bonding Systems for Concrete.
 - .4 ASTM C939/C939M, Standard Test Method for Flow of Grout for Preplaced-Aggregate Concrete (Flow Cone Method).
- .2 American Concrete Institute (ACI)
 - .1 ACI 117M, Specification for Tolerances for Concrete Construction and Materials.
- .3 Association canadienne de normalisation (CSA) / CSA International
 - .1 CSA A23.1/A23.2, Béton: Constituants et exécution des travaux / Méthodes d'essai et pratiques normalisées pour le béton.
 - .2 CSA A3000, Compendium des matériaux liants (Contient A3001, A3002, A3003, A3004 et A3005).

1.3 TRAVAUX COMPRIS

- .1 La portée des travaux comme suit:

1.3 TRAVAUX COMPRIS

(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
- .1 le montage d'échaffaudages, de mobilisation, et d'installation pour accéder à la zone de travail;
 - .2 la fourniture et l'utilisation des équipements de sécurité;
 - .3 le nettoyage et la préparation des surfaces;
 - .4 le toupillage, l'écornure, le nettoyage à jet d'eau, «Blastracing», mouture, etc. pour enlever le béton détérioré;
 - .5 le nettoyage et la préparation des armatures en acier;
 - .6 injection de résines époxydes;
 - .7 application d'apprêts et de liants;
 - .8 application de mortiers de réparation du béton et de produits de ragréage;
 - .9 l'application de scellants pour béton et d'inhibiteurs de corrosion;
 - .10 construction de coffrage pour faciliter la réparation;
 - .11 la dépose de béton, des armatures et des éléments de maçonnerie;
 - .12 la dépose de structures temporaires, de plateformes de travail, de coffrages, etc.; et
 - .13 le nettoyage.

1.4 TRAVAUX NON COMPRIS

- .1 Si des travaux supplémentaires de maçonnerie sont nécessaires pour remettre en bon état les surfaces des zones d'injection, ces travaux seront compris dans les divers matériaux et main d'oeuvre.

1.5 EXIGENCES GÉNÉRALES

- .1 L'entrepreneur doit utiliser seulement des ouvriers qualifiés pour la préparation des surfaces en béton, l'injection, les réparations de fissures, et des réparations de surface.

1.5 EXIGENCES GÉNÉRALES
(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
- .1 Tout travail impliquant la préparation de la surface, l'injection, réparations de fissures et des réparations de surface doit être fait par les gens de métier ayant de l'expérience dans l'utilisation d'époxy ou d'injection de résine pour la réparation de fissures et la restauration du béton.
- .2 Tous les travaux de réparation / restauration sont établis en fonction d'une «approche systémique» pour la réparation du béton.
- .1 Le travail comprend tous les travaux de préparation, le nettoyage, le coffrage, le nettoyage des barres d'armature, le remplacement / réparation des barres d'armature, la protection de l'acier d'armature, le liaisonnement, le processus de réparation du mortier, réparation de fissures, cure, de scellement, de l'application d'un revêtement anti-corrosion, etc, afin de restaurer / réparer efficacement les zones indiquées.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 MATÉRIAUX

- .1 Cette spécification est écrite en fonction d'un système d'un fabricant. Tous les produits utilisés sur chaque projet de réparation doit être du même fabricant.
- .2 Substituts: Ce qui suit sont quelques fabricants dont les produits peuvent être soumis comme alternatives. L'entrepreneur est responsable pour déterminer le produit comparable pour chaque utilisation envisagée.
- .1 Cappar Ltd;
- .2 Fosroc;
- .3 Master Builders Technologies.
- .3 L'entrepreneur doit choisir le meilleur produit pour la réparation particulière.
- .4 Tous les produits doivent être compatibles entre eux. La réparation du béton doit intégrer une «approche systémique» et doit être en conformité avec les procédures de l'industrie pour la restauration du béton. Il est primordial que le système d'un fabricant doit être utilisé pour assurer une garantie claire et définie.

<u>2.1 MATÉRIAUX (Cont'd)</u>	.4	Tous les produits doivent être compatibles entre eux. La réparation du béton doit intégrer une «approche systémique» et doit être en conformité avec les procédures de l'industrie pour la restauration du béton. Il est primordial que le système d'un fabricant doit être utilisé pour assurer une garantie claire et définie.
<u>2.2 PRODUITS DE RESTAURATION DU BÉTON</u>	.1	Tous les produits et matériaux spécifiés dans cette section doivent être entreposés, préparés, mélangés, appliqués, finis et faire la cure du béton en stricte conformité avec les instructions écrites du fabricant.
	.2	Tous les produits et matériaux spécifiés dans cette section doivent être utilisés en conformité avec l'usage prévu par le fabricant. Tous les limitations du produit décrites dans la documentation technique doivent être respectées. Si le produit ne répond pas à l'utilisation prévue du fabricant, informer l'ingénieur par écrit avant l'utilisation.
	.3	Ne pas utiliser de produit dont la durée de conservation est dépassée ou n'a pas été entreposé à la température recommandée.
	.4	L'entrepreneur sera responsable de fournir tous les produits de restauration nécessaires, y compris les liants, adhésifs et apprêts.
<u>2.3 APPRET POUR ARMATURE DU BÉTON</u>	.1	Utiliser une résine époxyde / produit de reprise à base d'eau et un revêtement de protection contre la corrosion.
<u>2.4 APPRET POUR ARMATURE DU BÉTON ET PRODUIT DE REPRISE (SOUS LA LIGNE D'EAU)</u>	.1	Les apprêts et les produits de reprise selon les recommandations du fabricant des produits de restauration du béton. Apprêt doit être compatible avec le mortier de réparation et approprié pour utilisation sous l'eau dans un milieu marin. Soumettre les fiches techniques à l'ingénieur pour approbation avant l'utilisation.
<u>2.5 PRODUIT DE REPRISE DU BÉTON</u>	.1	Une résine époxyde / produit de reprise de ciment Portland à base d'eau avec des propriétés de protection anti-corrosion spécialement conçus pour être utilisés avec les produits de restauration spécifiés dans cette section. Remarque: Si un autre type de produit de reprise ou une méthode de liaisonnement à un ouvrage existant est recommandé par le fabricant de produits de restauration, avant les travaux, informer l'ingénieur par écrit pour approbation des produits de reprise alternatifs.

<u>2.5 PRODUIT DE REPRISE DU BÉTON</u>	.1	Une résine époxyde / produit de reprise de ciment Portland à base d'eau avec des propriétés de protection anti-corrosion spécialement conçus pour être utilisés avec les produits de restauration spécifiés dans cette section. Remarque: Si un autre type de produit de reprise ou une méthode de liaisonnement à un ouvrage existant est recommandé par le fabricant de produits de restauration, avant les travaux, informer l'ingénieur par écrit pour approbation des produits de reprise alternatifs.
<u>2.6 INJECTION SOUS PRESSION (SOUS LA LIGNE D'EAU)</u>	.1	Scellement des fissures avant l'injection doit être réalisé en utilisant une pâte adhésive époxyde à haute tenacité, exempte de solvants, insensible à l'humidité, à module élevé, pour répondre à la norme ASTM C881 type I, II, IV et V, de grade 3, de catégorie B et C.
	.2	Injection de résine sous-marine conformément à la norme ASTM C881.
<u>2.7 INJECTION D'ÉPOXYDE (DESSUS DE LA LIGNE D'EAU)</u>	.1	Système de résine époxyde à faible viscosité, exempte de solvants, à deux composants, insensible à l'humidité, spécifiquement formulé pour les injections d'époxy.
<u>2.8 MORTIER DE RÉPARATION</u>	.1	Un composé de réparation modifié par polymères à base de ciment, sans affaissement, à retrait compensé, spécifiquement conçu pour les réparations profondes sur des surfaces verticales.
<u>2.9 RAGRÉAGE / MATÉRIAUX DE RÉPARATION (SOUS LA LIGNE D'EAU)</u>	.1	Ragréage:
	.1	Système de résine époxyde à deux composants, exempte de solvants, 100% matières solides, insensible à l'humidité, spécifiquement conçu pour le ragréage des surfaces sous-marine verticales et de plafonds.
	.2	Zones formées:
	.1	Un système de coulis époxyde à trois composants spécifiquement conçu pour le remplissage de l'espace annulaire sans égouttage.
<u>2.10 REVETEMENT DE PROTECTION / SCELLANTS POUR BÉTON</u>	.1	Pénétrant, migrateur, le revêtement anti-corrosion pour béton durci.

<u>2.11 MATÉRIAUX DE PRÉPARATION</u>	.1	L'entrepreneur doit utiliser les apprêts et les liants recommandés par le fabricant pour l'utilisation prévue des travaux de restauration.
--------------------------------------	----	--

<u>2.12 OUTILS ET MATÉRIEL</u>	.1	L'entrepreneur est responsable de fournir tous les outils et le matériel nécessaires pour effectuer avec efficacité les travaux de restauration tant sous ou au-dessus de la ligne d'eau.
--------------------------------	----	---

PARTIE 3 - EXÉCUTION

<u>3.1 GÉNÉRALITÉS</u>	.1	Les travaux de bétonnage doivent être effectués en conformité avec la norme CSA A23.1/A23.2 et en stricte conformité avec les instructions imprimées du fabricant. L'entrepreneur sera responsable de choisir et d'utiliser le meilleur produit de restauration spécifié pour chaque élément de réparation particulier.
------------------------	----	---

<u>3.2 PRÉPARATION</u>	.1	Bien nettoyer et préparer les surfaces de béton avant l'application des produits de réparation. Enlever le béton détérioré et en vrac en utilisant la méthode approuvée par l'ingénieur. La méthode d'essai de nettoyage sur la zone échantillon avant de commencer les travaux si demandé par l'ingénieur.
	.2	Retirer tous les organismes marins, les écailles de rouille sur les barres d'armature, l'huile, la graisse, les débris et autres substances délétères pour assurer une bonne adhérence du béton de réparation aux surfaces de béton existantes.
	.3	La propreté des surfaces de béton est soumise à l'approbation de l'ingénieur. La zone de travail sera inspectée avant l'application des matériaux de réparation. Le travail ne procédera pas à moins que l'ingénieur accepte l'état des surfaces existantes. Les surfaces de béton seront correctement nettoyées de nouveau par l'entrepreneur, sans coût supplémentaire pour le MDN, si les surfaces ne sont pas acceptables à l'ingénieur ou s'il y a un retard entre le nettoyage initial et la mise en place du béton.
	.4	Assurer que les surfaces de béton existantes sont solides et rugueuses pour fournir une bonne adhérence du nouveau béton.
	.5	Assurer que les arêtes sont droites et verticales pour éliminer les bords en biseau.

3.2 PRÉPARATION
(Cont'd)

- .5 Assurer que les arêtes sont droites et verticales pour éliminer les bords en biseau.
- .6 Implanter la zone de réparation afin de réduire la longueur de limite d'arête.

3.3 QUALITÉ DE
L'EXÉCUTION

- .1 Tous les produits et les matériaux de restauration doivent être utilisés ou installés en stricte conformité avec les instructions du fabricant. L'entrepreneur sera responsable d'assurer la visite du site pendant les travaux par un représentant technique du fabricant et doit soumettre par écrit à l'ingénieur une déclaration indiquant les produits sont préparés et appliqués conformément aux recommandations du fabricant.

3.4 MÉTHODE DE TRAVAIL -
INJECTION

- .1 Enlever la peinture en vrac, qui s'écaille ou détérioré des surfaces de béton où le travail doit être effectué.
- .2 Nettoyer les surfaces pour qu'elles soient libres de saleté, de poussière, de graisse, de rouille ou d'autres corps étrangers.
- .3 Toutes les bouche-fentes précédemment appliquées, produits de ragréag, coulis ou stuc doivent être retirés jusqu'à ce qu'un subjectile solide est atteint sur toutes les pans de la fissure.
- .4 La fissure doit être soigneusement nettoyée avec des brosses métalliques pour enlever la poussière et les particules en vrac, le toupillage de toutes les fissures peut être nécessaire.
- .5 Le degré de préparation de la surface sera de manière à garantir l'adhésion du travail fini.
- .6 Les orifices d'injection seront ensuite calés et le vide engendré, rempli avec de la pâte de liaisonnement pour béton. Les surfaces environnantes ou les vides reçoivent également le liant.
- .7 La fissure doit être injecté par les orifices d'injection avec de la résine d'injection. Cette injection doit être effectuée avec une pression positive maximale de 138 kPa au-dessus toutes charge hydrostatique en utilisant de l'équipement de distribution et de dosage automatique avec une stat de gâchage à deux composants à la tête d'injection.
- .8 Après le durcissement de la résine d'injection, toutes les orifices et les liants époxydiques en saillie doivent être meulés ou burinés. La zone réparée doit recevoir une couche uniforme de liant époxydique afin de garantir une surface réelle de niveau.

3.4 MÉTHODE DE TRAVAIL - INJECTION (Cont'd)	.8	Après le durcissement de la résine d'injection, toutes les orifices et les liants époxydiques en saillie doivent être meulés ou burinés. La zone réparée doit recevoir une couche uniforme de liant époxydique afin de garantir une surface réelle de niveau.
	.9	Si les surfaces environnantes de béton doivent être réparées à raison d'esthétique ou à refaire la surface de stuc alors ces réparations de la maçonnerie supplémentaires seront effectuées et payées dans le cadre des frais divers.
3.5 CONTROLE DE LA QUALITÉ SUR PLACE	.1	L'inspection et l'essai du béton et de ses constituants seront effectués par le laboratoire d'essai désigné par l'ingénieur, selon la norme CSA A23.1/A23.2.
	.2	Les essais non destructifs du béton doivent être exécutés selon les méthodes décrites dans la norme CSA A23.1/A23.2.
	.3	L'inspection ou l'essai par le consultant n'augmente pas ou ne remplace pas le contrôle de la qualité de l'entrepreneur, ni le décharger de sa responsabilité contractuelle.
3.6 MISE EN OEUVRE PAR TEMPS FROID	.1	Si le travail doit être effectué pendant les mois d'hiver, l'entrepreneur doit fournir des baraques provisoires et protections avec chauffage complémentaire jugées appropriées par l'ingénieur pour une protection complète du travail.
3.7 EXIGENCES DE PROTECTION POUR LES TRAVAUX INTÉRIEURS	.1	Lorsque le travail intérieur se produisent, l'entrepreneur doit installer les revêtements en plastique pour éliminer la poussière / saleté aux zones environnantes et passer l'aspirateur des zones entières à la suite de ce travail.



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

RECEIVED

AUG 04 2016

Contract Number / Numéro du contrat

W6837-17-5206

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Marlant - FCE	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Work under this SO comprises the furnishing of all labour, materials, tools, equipment, transportation and supervision required to perform miscellaneous concrete work, concrete restoration and epoxy injection work to concrete and masonry surfaces, for exterior & interior of buildings, grounds and works of CFB Halifax as per attached specification dated 2016-06-01.			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>			
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: <input type="checkbox"/>	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6837-17-5206

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

☒ No ☐ Yes
Non Oui

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis



RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ



CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL



SECRET
SECRET



TOP SECRET
TRÈS SECRET



TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT



NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL



NATO SECRET
NATO SECRET



COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET



SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux : On-Site Monitoring in Place

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?

Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?

Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?

Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?

Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?

Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?

Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☒ No ☐ Yes
Non Oui



PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL			COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL	
Information / Assets Renseignements / Biens	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Media / Support TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Link / Lien électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat
W6837-17-5206

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) WO S. Alberts		Title - Titre Contracts2 I/C	Signature
Telephone No. - N° de téléphone 902-722-4906	Facsimile No. - N° de télécopieur 902-722-1847	E-mail address - Adresse courriel scott.albertsr@forces.gc.ca	Date 19/07/16
14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Tippy Graham - DSSO - Industrial Security Senior Security Analyst Tel: 613-996-0283 E-mail: tippy.graham@forces.gc.ca		Title - Titre DGDS DPM SEC NDHQ OTTAWA	Signature
Telephone No. - N° de téléphone 613-949-1066	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel SRCL-LVERS@forces.gc.ca	Date 04 Aug 2016
15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached? Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes? <input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui			
16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) John Stavert		Title - Titre Supply Team Leader- Real Property Contracting - PWGSC Hfx NS	Signature
Telephone No. - N° de téléphone 902-496-5507	Facsimile No. - N° de télécopieur 902-496-5016	E-mail address - Adresse courriel john.stavert@pwgsc-tpgsc.gc.ca	Date
17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Nancy Cryan Agente de sécurité des contrats et visites Contracts and Visits Security Officer 613-957-1018 nancy.cryan@tpsgc-pwgsc.gc.ca		Title - Titre	Signature
Telephone No.		Address - Adresse courriel	Date